



GRET

RAPPORT ANNUEL

2023

Contacts

BUREAUX DE REPRÉSENTATION

GRET BURKINA FASO

Bureau de représentation à Ouagadougou
Tél. +226 25 36 10 65
burkina@gret.org

GRET CAMBODGE

Bureau de représentation à Phnom Penh
Tél. +855 23 220 259
cambodia@gret.org

GRET CONGO/RDC

Bureau de représentation à Brazzaville
Tél. +242 226 127 858 / +242 057 189 976
congo@gret.org

GRET GUINÉE

Bureau de représentation à Conakry
Tél. +224 626 26 00 03
guinee@gret.org

GRET HAÏTI

Bureau de représentation à Port-au-Prince
Tél. +509 29 40 25 44
haiti@gret.org

GRET LAOS

Bureau de représentation à Vientiane
Tél. +856 21 45 41 98
laos@gret.org

GRET MADAGASCAR

Bureau de représentation à Antananarivo
Tél. +261 32 07 008 08
madagascar@gret.org

GRET MAURITANIE

Bureau de représentation à Nouakchott
Tél. +222 45 25 84 96
mauritanie@gret.org

GRET MYANMAR

Bureau de représentation à Yangon
Tél. +95 (1) 8667 286 / +95 (9) 882 774 675
myanmar@gret.org

GRET NIGER

Bureau de représentation à Niamey
Tél. +227 96 14 18 38
niger@gret.org

GRET SÉNÉGAL

Bureau de représentation à Dakar
Tél. +221 33 849 35 97
senegal@gret.org

GRET TOGO

Bureau de représentation à Lomé
Tél. +228 90 70 61 89
togo@gret.org

GRET VIETNAM

Bureau de représentation à Hanoï
Tél. +84 38 46 44 91
vietnam@gret.org

EN FRANCE

GRET

Campus du Jardin d'agronomie tropicale de Paris
45 bis avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne Cedex, France
Tél. +33 (0)1 70 91 92 00
gret@gret.org

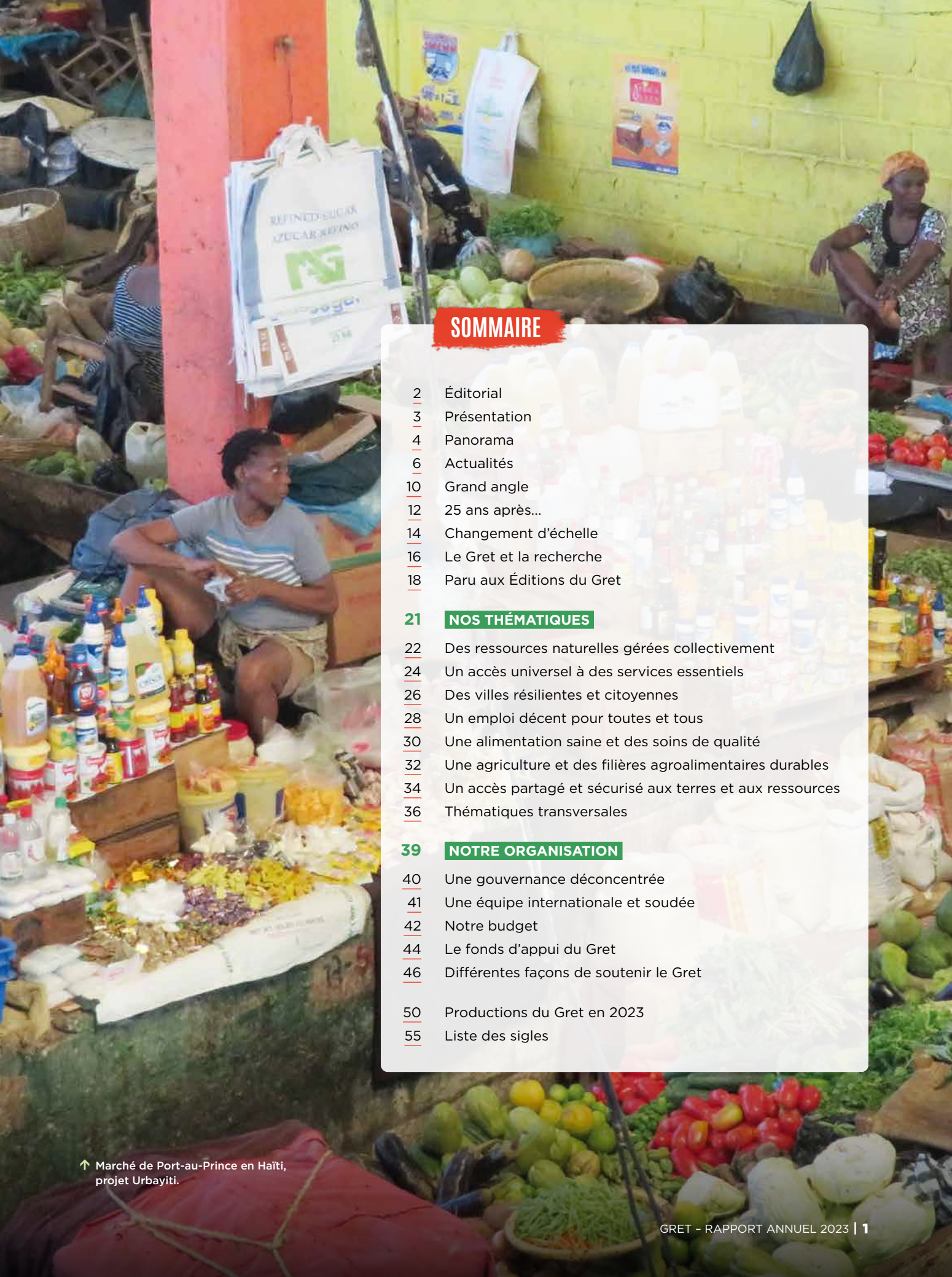
Coordination : Karine Appy (Gret)

Conception graphique et réalisation : Hélène Gay (Gret)

Imprimé sur papier recyclé par ISIPRINT, juillet 2024.

Photos : © Gret (sauf mention spéciale).

Photo de couverture : Branchement individuel d'eau potable à Mandoto, Madagascar.



SOMMAIRE

- [2](#) Éditorial
- [3](#) Présentation
- [4](#) Panorama
- [6](#) Actualités
- [10](#) Grand angle
- [12](#) 25 ans après...
- [14](#) Changement d'échelle
- [16](#) Le Gret et la recherche
- [18](#) Paru aux Éditions du Gret

21 NOS THÉMATIQUES

- [22](#) Des ressources naturelles gérées collectivement
- [24](#) Un accès universel à des services essentiels
- [26](#) Des villes résilientes et citoyennes
- [28](#) Un emploi décent pour toutes et tous
- [30](#) Une alimentation saine et des soins de qualité
- [32](#) Une agriculture et des filières agroalimentaires durables
- [34](#) Un accès partagé et sécurisé aux terres et aux ressources
- [36](#) Thématiques transversales

39 NOTRE ORGANISATION

- [40](#) Une gouvernance déconcentrée
- [41](#) Une équipe internationale et soudée
- [42](#) Notre budget
- [44](#) Le fonds d'appui du Gret
- [46](#) Différentes façons de soutenir le Gret

- [50](#) Productions du Gret en 2023
- [55](#) Liste des sigles



L'année 2023 a été dominée par une dégradation très forte de la situation politique, économique et sociale dans la région du Sahel, en Haïti et au Myanmar, avec des effets dramatiques sur les conditions de vie des populations. Ces crises ont lourdement impacté les activités du Gret, très engagé dans ces pays. Il a fallu faire face à ces situations instables qui affectent la pérennité de nos actions de développement durable, fragilisent les équipes et menacent les partenariats.

Au Gret, nous avons une conviction, affirmée dans notre charte d'engagement : « l'efficacité des stratégies de développement se construit par la pratique et dans la durée ». Ainsi, malgré les difficultés, nos équipes se sont adaptées pour poursuivre leur mission d'intérêt général. Capables de réinterroger leurs modes d'intervention, elles ont affronté cette période avec toutes leurs ressources intellectuelles, stratégiques et leurs réseaux, solides, de partenaires.

En 2023, nous avons aussi épaulé nos partenaires, les premiers fragilisés. Ainsi, au Myanmar, l'Assemblée générale du Gret a décidé d'apporter un soutien financier renouvelé à l'entreprise sociale de microfinance Thitsar Ooyin pour lui permettre de poursuivre son activité d'appui aux agriculteurs et aux petits entrepreneurs de régions rurales isolées, et d'assurer sa pérennité.

Au Burkina Faso et au Niger, le périmètre des actions du Gret a été diminué, en raison du retrait des financements publics français. En Haïti, notre présence pérenne depuis 50 ans s'est réduite également. Les contraintes de nos métiers se sont elles aussi accrues avec une pression de conformité, non financée, qui a nécessité beaucoup de temps, de formation interne et d'investissement organisationnel. Le besoin d'un financement propre du Gret, en dehors des subventions affectées sur projet, doit être envisagé. D'autant plus que, depuis sa création, il n'a eu de cesse d'apporter à la communauté du développement et de ses partenaires de terrain des référentiels de qualité, des compétences et des pratiques, mis en exergue dans ses publications, sa production intellectuelle, sa conduite de réseaux et de missions transversales.

Mais nous célébrons aussi, dans de nombreux pays, de belles réussites comme celle de l'entreprise sociale Nutri'zaza, créée par le Gret à



Madagascar, qui a fêté son 10^e anniversaire; ou encore le projet Nose de distribution d'électricité durable en

zone rurale, lauréat du Digital Energy Challenge de l'AFD/ADEME et le prix attribué au thé Komaen du Laos au concours international « Thés du monde », grâce au travail de valorisation accompli par le Gret et ses partenaires.

Depuis quelques années, le Gret a engagé un travail dans un double objectif : poursuivre la déconcentration et la consolidation de ses représentations historiques, pour leur donner davantage d'autonomie et diversifier ses pays d'intervention. La diversification géographique a progressé avec une croissance significative de notre activité au Togo, de nouvelles expertises en Amérique latine, la recherche de partenaires en Afrique de l'Est. Les nouveaux financements confiés au Gret, dont certains sont de grande ampleur, comme au Togo ou au Myanmar où il se voit accorder le rôle d'ensemblier et de chef de file, démontrent la confiance dont il bénéficie de la part des bailleurs. Ces réussites sont autant de grands défis qui nécessitent une forte maîtrise.

Le Gret se renforce aussi, avec la création d'une organisation régionale en Asie du Sud-Est ou encore, la mutualisation de certaines fonctions, comme la gestion de la sécurité avec Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) avec qui l'Alliance, signée en 2022, produit de premiers effets concrets.

De nombreux chantiers se sont poursuivis en parallèle de tous ces ajustements : les programmes de formation, le renforcement de ses thématiques transversales que sont les jeunesses, le climat et la transition écologique, le genre. Le Gret poursuit ainsi sa dynamique interne pour se voir confier de nouvelles responsabilités dans ces secteurs, en faisant appel à son Fonds d'appui et à des budgets recherche et innovation pour défricher de nouveaux territoires d'action, notamment en faveur de la jeunesse.

Je tiens à saluer la parfaite mobilisation des femmes et des hommes du Gret, l'énergie de ses nombreux partenariats qui fondent la communauté du Gret international. Malgré toutes les difficultés, cela est porteur d'espoirs et de résultats, bien exposés dans le rapport annuel 2023.

Henry de Cazotte, Président du Gret



LE GRET EST UNE ORGANISATION DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DONT LA MISSION EST D'AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES ET DE PROMOUVOIR LA JUSTICE SOCIALE, TOUT EN PRÉSERVANT L'ENVIRONNEMENT.

Créé en 1976, le Gret est désormais **présent dans plus d'une vingtaine de pays**, en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ses actions, issues d'implantations longues et durables dans ses pays d'intervention, reposent sur une démarche de co-construction avec les communautés et sur la création de **liens durables avec un vaste réseau de partenaires** représentant les sociétés civiles, les autorités publiques, les acteurs économiques locaux et le monde de la recherche.

En partageant ses expériences et connaissances, le Gret contribue également à **faire évoluer les politiques et pratiques de développement**.



↑ Alimentation en eau potable dans le district de Chomphet au Laos, projet Dear Water. © Sonepasith Phanphila

Reconnu d'intérêt général en France, le Gret bénéficie aussi d'une accréditation auprès d'ECHO, le service de la Commission européenne dédié à la protection civile et aux opérations d'aide humanitaire.

LES ACTIONS DU GRET VISENT À :



RENDRE LES SOCIÉTÉS ET LES ÉCOSYSTÈMES PLUS **RÉSILIENTS** FACE AUX CHOCs CLIMATIQUES, SOCIAUX OU ÉCONOMIQUES



LUTTER POUR LA DIGNITÉ DE TOUTES ET TOUS, À TRAVERS PLUS DE **JUSTICE SOCIALE**



ENCOURAGER CHACUN·E À PASSER À L'**ACTION** POUR FAÇONNER UN MONDE PLUS **SOLIDAIRE**

LES SPÉCIFICITÉS DU GRET

L'action du Gret s'inscrit dans **une stratégie partenariale** construite sur la durée, qui passe par le renforcement d'acteurs des territoires et l'animation de collectifs et de réseaux aux niveaux local, national et international. Il contribue également à la gouvernance de structures partenaires, et notamment : Coordination SUD, le Groupe initiatives, la Coalition Eau, le CFSI, le Ciedel, Cerise, Cicle, la Cité du développement durable.

Véritable **laboratoire de développement**, le Gret innove en capitalisant sur ses expériences, à travers un processus permanent de recherche-action. Ses projets de recherche appliquée lui permettent de tester des solutions à l'échelle locale, pour les adapter ensuite à plus grande échelle.

Le Gret **renforce le tissu économique local** pour répondre aux besoins essentiels des populations. À ce titre, il est sociétaire ou actionnaire dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire qu'il a contribué à créer, à l'image de Nutri'zaza qui lutte contre la malnutrition à Madagascar.

Acteur de la transition écologique, le Gret se mobilise face à l'accélération du changement climatique et s'engage pour la préservation de la biodiversité. Sur les terrains, ses actions allient protection de l'environnement et lutte contre les inégalités et la pauvreté.

Dans ses interventions comme dans son fonctionnement interne, il prône **l'égalité de genre et la participation démocratique**. ■

→ TOUTE L'INFORMATION SUR LE GRET : gret.org

29
PAYS D'INTERVENTION

DONT

14
PAYS DE REPRÉSENTATION

Burkina Faso, Cambodge, Congo, Guinée, Haïti, Laos, Madagascar, Mauritanie, Myanmar, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo, Vietnam

- Pays d'intervention
- Pays de représentation



788 SALARIÉ·E·S



BUDGET DE
46 millions d'euros



290 INTERVENTIONS EN 2023

- 183 projets de terrain
- 88 études et expertises
- 19 activités d'animation et de formation



DES ACTIONS EN PARTENARIAT AVEC :

- + de 130 partenaires opérationnels
- + de 110 partenaires financiers



28 NOUVELLES RÉFÉRENCES

(ouvrages, rapports d'expertise, documents techniques, etc.)



50 ÉVÈNEMENTS

(colloques, ateliers, etc.)



32 FORMATIONS ACADÉMIQUES

NOS THÉMATIQUES

- Ressources naturelles
- Services essentiels locaux
- Villes et habitats
- Insertion et emploi



2023 : ACTUALITÉS

271 nouveaux projets, études et expertises en 2023

Le programme « Jeunes actrices du monde de demain » entre dans une nouvelle phase

La convention programme Jade, lancée en 2020, introduit une réflexion sur les jeunesses comme thème transversal de développement et les accompagne à devenir actrices de leur insertion. Le Gret conçoit et expérimente des modalités innovantes d'accompagnement des jeunes pour leur insertion intégrale : économique et professionnelle, mais aussi sociale et citoyenne, environnementale et climatique.

Initié dans cinq pays d'Afrique subsaharienne (Congo, Guinée, Mali, Mauritanie et Sénégal), le programme se déploie depuis 2023 à Madagascar, en Haïti, au Camerode, au Myanmar et au Vietnam.

Une enquête pour évaluer les impacts des indications géographiques

Jambon de Parme, thé Darjeeling, Champagne... L'utilisation des marques d'origine a une longue histoire, et c'est un sujet sur lequel le Gret travaille depuis bientôt 20 ans. Il a accompagné, entre autres, la reconnaissance en tant qu'indication géographique du célèbre poivre de Kampot au Cambodge.

Fort de son expérience, il a réalisé pour l'AFD et le Fonds français pour l'environnement mondial, une enquête d'évaluation des interventions des deux institutions en faveur des indications géographiques et leurs impacts sur les revenus des petits producteurs, le climat et la biodiversité.

Le Gret a ouvert une nouvelle représentation en République démocratique du Congo, où il mène depuis plusieurs années de nombreuses activités, en particulier dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. En 2023, il a démarré un nouveau projet de lutte contre les inondations dans la ville de Kinshasa.

Nouveau domaine d'intervention

L'enregistrement des naissances

L'enregistrement des naissances a un impact déterminant sur la vie et l'avenir des jeunes et le développement des pays. Au Niger, où la population est très jeune et en forte croissance, près de quatre enfants sur dix n'ont pas d'acte de naissance. Pour une meilleure prise en compte de cet enjeu central, le Gret a lancé le projet « Un acte de naissance pour et par les jeunes » à Niamey et dans la région de Tillabéri avec un groupe d'étudiant-e-s et de jeunes professionnel-le-s.

Réseaux et alliances

Lancement du collectif Nourrir pour une refonte du système agricole et alimentaire

Officiellement lancé en France le 17 avril 2023 au Conseil économique social et environnemental, le Collectif Nourrir rassemble une cinquantaine d'organisations de la société civile — dont le Gret. Il se veut un espace commun de réflexion et d'action pour la mise en place de politiques agricoles et alimentaires justes, démocratiques et écologiques.



↑ Restaurant pour bébés (*hotelin-jazakely*) à Madagascar, géré par l'entreprise sociale Nutri'zaza.



← Projet Afodek en République démocratique du Congo.

© Pierre Proce, Nature+

↓ Formation et insertion professionnelle en Mauritanie, projet Safire.

Partenariats

L'entreprise sociale Nutri'zaza a fêté ses 10 ans

Créée en 2013 par le Gret et quatre partenaires pour lutter contre la malnutrition à Madagascar, Nutri'zaza est la première entreprise sociale malgache. Elle distribue, à un prix accessible, des aliments fortifiés de qualité et adaptés aux besoins nutritionnels des familles. En 2023, elle a vendu quotidiennement plus de 42 000 repas pour enfants. Une belle réussite!

Pour fêter ses 10 ans d'action, l'entreprise a réuni en octobre 2023 ses partenaires et bailleurs et organisé une exposition photo à destination d'un large public retraçant son parcours historique.

Un partenariat pour le développement urbain dans les pays du Sud

Le 22 novembre 2023, le Gret et Codatu, une ONG internationale qui promeut les politiques et systèmes de mobilité urbaine dans les Suds, ont signé une convention de partenariat pour renforcer leur collaboration dans les domaines de la mobilité et du développement urbain. Elle permettra aux deux organisations de travailler en complémentarité pour améliorer la qualité de vie des habitant-e-s des villes.

Distinctions

Le Gret, lauréat du Digital Energy Challenge

Le 16 novembre 2023, le Gret a été récompensé pour son projet « Numérisation d'un opérateur social d'énergie » (Nose) dans le cadre du Digital Energy Challenge. Ce prix, décerné par l'AFD, distingue chaque année des lauréats pour leur contribution à la modernisation du secteur de l'énergie en Afrique.

Le projet Nose vise à étendre la distribution d'une électricité durable dans les territoires ruraux à Madagascar grâce à l'émergence d'un opérateur social utilisant une solution technologique innovante de surveillance des réseaux basée sur l'internet des objets.



↑ Production du thé Komaen au Laos.
© Jean-Marie Brun (Arte-Fact) - AFD
→ Projet Dignité & Santé au Sénégal.

Le thé Komaen distingué au concours « Thés du monde »

Le 18 novembre dernier 2023, des échantillons de thé Komaen produit dans le Nord du Laos, ont remporté les médailles d'or, d'argent et de bronze ainsi que la distinction « gourmet » dans la catégorie « Thé séché au soleil » lors du concours international « Thés du monde », organisé à Paris par l'Agence pour la valorisation des produits agricoles.

Ce thé, issu de l'agriculture familiale, fait aujourd'hui l'objet d'une indication géographique, soutenue par l'Agence française de développement dans le cadre du projet régional « Promotion et reconnaissance des indications géographiques » mis en œuvre par le Gret, Arte-Fact, le Cirad, l'Iram, Certipaq et REDD (en savoir plus sur le projet page 32).

Plaidoyer

Le Gret à la conférence de l'ONU sur l'eau

En tant que membre de la Coalition eau, le Gret a participé à la conférence des Nations unies sur l'eau qui s'est tenue à New York du 22 au 24 mars 2023. Lors de cette conférence, la Coalition s'est mobilisée afin que les États prennent des engagements ambitieux face à la crise de l'eau et pour un véritable renforcement de la gouvernance mondiale de l'eau.

Sommet UE-Celac : pour une transition verte juste face à l'urgence climatique

En vue de la rencontre entre les dirigeants de l'UE et ceux de la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (Sommet UE-Celac) en juillet 2023, le Gret a intégré un groupe de travail rassemblant des représentants de la société civile européenne investie en Amérique latine. Ce groupe a formulé une série de recommandations appelant notamment les États de l'UE à promouvoir une transition verte, fondée sur les principes des droits humains et la justice sociale.

Événements

Entrepreneuriat féminin et lutte contre la précarité menstruelle

Le Gret a présenté Dignité & Santé, son projet de lutte contre la précarité menstruelle et le développement de l'entrepreneuriat féminin, au Forum mondial de l'économie sociale et solidaire à Dakar début mai 2023. Ses équipes accompagnent deux coopératives féminines, au Sénégal et au Burkina Faso, à concevoir et produire



des serviettes réutilisables en coton biologique et à les commercialiser à un coût accessible. Ce forum a été l'occasion pour les femmes du groupement de Bani Israël qui produit et commercialise les serviettes hygiéniques au Sénégal, d'échanger avec le grand public.

Conférence : « Les communs que nous voulons »

Du 19 au 24 juin 2023, s'est tenue à Nairobi, la conférence « Les communs que nous voulons : entre héritage historique et actions collectives futures » de l'IASC¹. L'objectif était d'illustrer la diversité des perspectives et les défis pour les bailleurs, les ONG et les scientifiques dans leur travail autour des « communs ». À cette occasion, le Gret, le Cirad et l'AFD ont co-organisé une session afin de partager leurs expériences sur les approches fondées sur les communs en matière de développement territorial.

Séminaire : Décentralisation et gestion foncière

Le Comité technique « Foncier & Développement » (CTFD), dont l'animation scientifique et le secrétariat sont assurés par le Gret, a organisé en mars 2023 un séminaire régional à Saint-Louis au Sénégal. Les réflexions ont notamment porté sur les enjeux de la gouvernance foncière locale en Afrique de l'Ouest et à Madagascar. Ce séminaire a réuni plus de 70 participant·e-s — société civile, expert·e-s des administrations foncières, universitaires et chercheurs — et donné lieu au partage d'analyses et d'expériences conduites dans leurs pays respectifs (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal, Madagascar, Mali et Niger) et à de nombreuses publications².

Formations

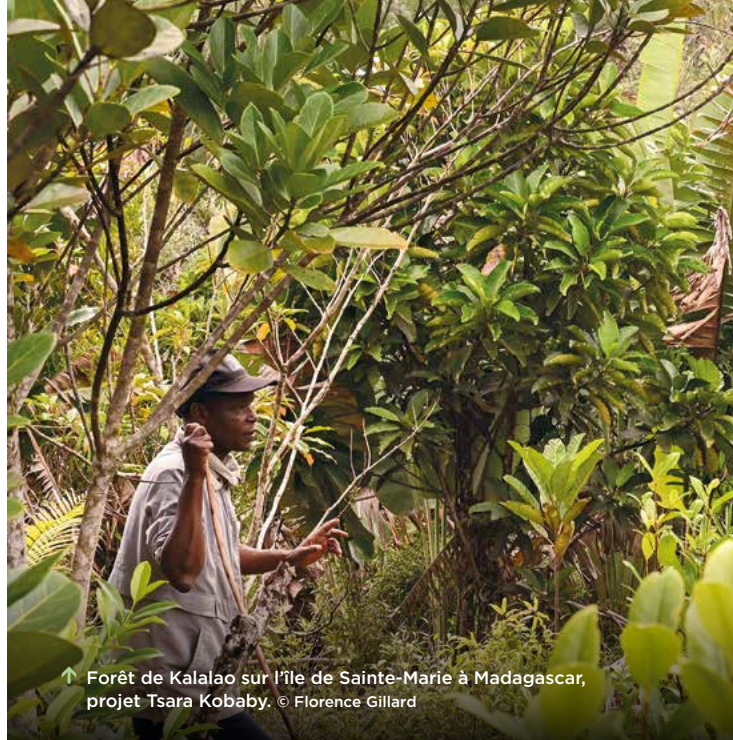
Le Gret reconnu comme organisme de formation

Dans le cadre de ses projets, à travers les interventions académiques de ses salarié·e-s et le développement d'outils spécifiques (MOOC, webinaires), le Gret a toujours joué un rôle de formateur pour partager son expertise et ses savoir-faire.

Le 28 novembre 2023, il passe à la vitesse supérieure avec son enregistrement en tant que prestataire de formation professionnelle qui l'autorise désormais à vendre ses formations en externe et lui permet de bénéficier d'une exonération de TVA. Le Gret valorise de cette façon son expertise en production de connaissances auprès des universités et compte devenir un acteur de la formation professionnelle. Il lancera, en octobre 2024, sa première formation en format inter-entreprises : « Transition écologique dans la solidarité internationale ». La prochaine étape consistera à développer son catalogue externe et se préparer à la certification Qualiopi qui lui permettra de bénéficier de financements publics ou mutualisés.

1. Association internationale pour l'étude des communs (International Association for the Study of Commons).

2. À retrouver sur le site du CTFD : www.foncier-developpement.fr



↑ Forêt de Kalalao sur l'île de Sainte-Marie à Madagascar, projet Tsara Kobaby. © Florence Gillard

Multimédias

Création d'une aire protégée à Madagascar : un spot de sensibilisation diffusé sur France 24

Le Gret était l'une des sept associations engagées pour la transition écologique sélectionnées par France Médias Monde dans le cadre de l'appel à candidatures « Campagnes solidaires vertes » pour la diffusion mondiale d'un spot sur l'antenne de France 24. Le Gret a été retenu pour son projet de création d'une aire marine protégée en faveur de la biodiversité sur l'île Sainte-Marie à Madagascar.

« Agir en commun » : lancement d'une série de podcasts

Présentée par le journaliste Laurent Bazin et produite par Force for Good, cette série de podcasts relate les expériences concrètes du Gret dans la mise en place d'une approche par les communs pour la gestion partagée d'une ressource, d'un territoire ou d'un service essentiel sur plusieurs sites dans le monde. L'objectif : valoriser des modes de gouvernance plus durables, équitables et inclusifs au sein des territoires et promouvoir ainsi plus de justice sociale tout en préservant l'environnement.

Les deux premiers épisodes de la série ont porté sur la gestion de l'eau et la création d'une aire marine protégée.

À écouter sur les plateformes Deezer, Spotify et Youtube.



GESTION DURABLE DE L'EAU : L'ÉQUILIBRE DES POUVOIRS

« LES PERSONNES LES PLUS CONCERNÉES PAR LES RESSOURCES SONT LES PLUS À MÊME DE LES GÉRER DURABLEMENT ». PLUS QU'UN CONSTAT, C'EST UN POSITIONNEMENT POLITIQUE QUE PORTE LE GRET POUR PLUS DE DURABILITÉ ET D'ÉQUITÉ DANS LA PRÉSERVATION ET LA GESTION DES RESSOURCES. EN EFFET, L'EAU EST AUJOURD'HUI RECONNUE COMME UN BIEN COMMUN INDISPENSABLE TANT À L'HUMANITÉ QU'À L'ENSEMBLE DU VIVANT. POURTANT, ELLE EST MENACÉE PAR DES ACTIVITÉS HUMAINES ET LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE. SA RÉPARTITION EST UNE SOURCE CROISSANTE D'INÉGALITÉS ET DE TENSIONS ENTRE LES USAGES ANTHROPIQUES ET CEUX NÉCESSAIRES À LA SURVIE DE LA BIOSPHERE ET DES ÉCOSYSTÈMES, QUI NOUS RAPPELLENT L'URGENCE À REPENSER LES MODES DE GESTION ET DE GOUVERNANCE DE L'EAU. COMMENT DÈS LORS, CONCILIER TOUS CES USAGES DE FAÇON ÉQUITABLE ET DURABLE ?

Par Marion Disdier, responsable communication et référente Amérique latine, avec l'appui de l'équipe Gestion des ressources naturelles du Gret



Le modèle de « **Gestion intégrée des ressources en eau** » ou « Gire » est censé apporter des réponses à cette question. Il est apparu sur la scène internationale en 1992 lors de la conférence des Nations unies sur l'eau et l'environnement à Dublin. Alors que l'eau a longtemps été perçue uniquement comme une ressource illimitée à consommer, la gestion intégrée des ressources en eau prend en considération l'ensemble des interdépendances entre les écosystèmes. De nombreux pays en développement se sont depuis dotés de nouvelles politiques de l'eau et de programmes nationaux de gestion intégrée mais peinent à savoir comment les mettre en œuvre sur le terrain.

Le Gret, lui, promeut une approche ascendante et démocratique où les acteurs des territoires comme les autorités locales et les usagers, sont pleinement impliqués dans la co-construction de solutions et la prise de décision sur l'utilisation et la préservation de ces ressources.

INCLURE LES CITOYEN-NE-S DANS LES INSTANCES DE DÉCISION

Depuis près de 50 ans, le Gret est convaincu qu'impliquer dans ses projets les populations concernées à l'échelle locale est essentiel pour pérenniser les dynamiques de changement. Il considère ainsi que la gestion intégrée des ressources en eau doit être guidée par un cadre légal national mais que celui-ci doit être démocratique et se décliner localement, en impliquant l'ensemble des acteurs et actrices

des territoires. Au Sénégal et au Togo, il appuie l'émergence de dispositifs de gouvernance et de gestion composés de citoyen-ne-s et usager-e-s locaux¹. Pour renforcer la représentativité de ces espaces de gouvernance, le Gret a par exemple organisé au Sénégal des ateliers d'empowerment pour favoriser la prise de parole des femmes et leur sentiment d'appartenance au sein de ces comités. Ces dispositifs de gouvernance et de gestion sont voulus évolutifs et dynamiques pour s'adapter aux changements de contextes sociétaux et environnementaux.

REPENSER NOS MODÈLES DE GOUVERNANCE DE L'EAU

Impliquer l'ensemble des personnes concernées dans les instances de gestion et de gouvernance existantes est primordial. Mais face à l'urgence sociale et écologique, cela n'est malheureusement pas suffisant.

Alors que la gestion intégrée des ressources en eau en France est souvent érigée en modèle, les conflits récents autour des méga-bassines montrent aussi les limites de la participation : les différentes conceptions de l'eau et de son utilité parviennent-elles à s'exprimer et à être entendues ? Ou bien la rationalité économique prend-t-elle le pas ? Il y a urgence à sortir d'une vision anthropocentrée, court-termiste et basée sur la dimension économique de l'eau pour aller vers un modèle intégrant le vivant, tout comme il faut sortir de la logique tout privé ou tout public pour parvenir à concilier tous les intérêts.



1. Appelés « Plateformes locales de l'eau » au Sénégal et « Organe local de gestion de l'eau » au Togo.

L'APPROCHE PAR LES COMMUNS, UNE VISION DU VIVRE-ENSEMBLE

S'inspirer des communs² comme principe politique permet de construire une vision du vivre-ensemble et de repenser nos modèles de société. Le Gret développe depuis 2018 une approche par les communs, notamment autour de la gestion intégrée des ressources en eau à l'échelle locale. Cette approche promeut la mobilisation collective des citoyen-ne-s et usager-e-s dans la gouvernance des ressources qui leur sont essentielles. Elle permet de penser ensemble les enjeux de justice sociale et de transition écologique. Il ne s'agit pas de priver les États de leur pouvoir de régulation, de contrôle et d'anticipation des risques mais de garantir un usage raisonné et concerté.

En outre, les acteurs locaux sont maîtres du processus, le Gret joue un rôle de facilitateur : il les oriente et accompagne l'émergence de dynamiques considérant les règles endogènes et les représentations de l'eau existantes.

Au Bénin, dans la vallée de l'Ouémé, le Gret observe par exemple comment concilier tous les usages de l'eau (humains et environnementaux) tout en intégrant les us et coutumes locales.

À Madagascar, sur le bassin versant *Ifanindrona*, une centrale hydroélectrique utilise une grande partie de l'eau et les paysans riziculteurs aux alentours sont souvent pénalisés. Le Gret a appuyé la constitution d'une plateforme réunissant tous les acteurs du bassin versant. Les usagers de l'électricité de la centrale paient ainsi une redevance à la plateforme pour financer ses activités de coordination et de préservation des ressources.



Pour le Gret, la gestion intégrée des ressources en eau locale est donc un processus politique qui vise à définir les modalités d'un partage équitable et d'une utilisation durable des ressources en eau d'un territoire. Elle répond aux enjeux des territoires en accordant aux acteurs locaux un droit de décision dans leur gestion selon un exercice démocratique et en mettant en commun les connaissances de chacun-e pour mieux éclairer les prises de décision. À l'heure de l'urgence climatique où la répartition de l'eau est source de nombreux conflits dans le monde, un tel processus politique peut permettre de poser des conditions pour un dialogue de paix. ■

↑ Gestion intégrée des ressources en eau au Togo, projet Regire.

← Atelier de formation sur le leadership féminin au Sénégal, projet Girel.

2. L'approche par les communs a été reprise par la politologue Elinor Ostrom dans les années 1990.

ZOOM SUR DEUX PROJETS

TOGO : PRÉSERVER ET RÉPARTIR ÉQUITABLEMENT LES RESSOURCES EN EAU

Les ressources en eau du bassin versant du lac Togo sont soumises à de fortes pressions dues à la croissance et à la concentration démographique, à la diversité des usages et aux impacts du changement climatique. Dans ce contexte, les équipes du Gret travaillent à la mise en place d'une gestion intégrée des ressources en eau dans trois communes riveraines du bassin selon une approche ascendante, territoriale et inclusive. Il s'agit de créer des dispositifs de gouvernance ancrés localement, avec la participation de l'ensemble des acteurs concernés. L'objectif ? Faciliter, à terme, un accès équitable aux services d'eau et mieux préserver la ressource.

ÉQUATEUR : ACCOMPAGNER LA CONSTRUCTION D'UNE GESTION INTÉGRÉE LOCALE DES RESSOURCES EN EAU

L'Équateur en Amérique du Sud est un pays riche en eau dont la gestion a été confiée aux autorités locales depuis 2008.

À la demande du gouvernement du canton El Chaco (province du Napo), le Gret accompagne la réflexion des parties prenantes locales sur les enjeux liés à la gestion de l'eau à l'échelle de son territoire. L'objectif est de participer à la co-construction avec d'autres acteurs locaux et nationaux d'un projet de GIRE à l'échelle du canton, avec une approche territoriale et inclusive pour une gouvernance partagée de l'eau.

PROMOUVOIR L'ACCÈS À LA SANTÉ AU CAMBODGE

AU CAMBODGE, SEULE 30 % DE LA POPULATION BÉNÉFICIE D'UNE COUVERTURE SANTÉ. COMMENT GARANTIR L'ACCÈS DE TOUTES ET TOUS AUX SERVICES DE SANTÉ ET AMÉLIORER LA QUALITÉ DES SOINS? POUR RÉPONDRE À CES DÉFIS, LE GRET COLLABORE ÉTROITEMENT AVEC LES INSTITUTIONS NATIONALES DE PROTECTION SOCIALE AFIN D'ÉTENDRE DURABLEMENT LA COUVERTURE DES RÉGIMES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LE PAYS. RETOUR SUR 25 ANS D'ACTIONS QUI ONT CONTRIBUÉ AU DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ PUBLIC CAMBODGIEN.



DE LA MICRO-ASSURANCE SANTÉ À L'INSTITUTIONNALISATION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'action du Gret débute au Cambodge en 1998. Le pays qui se remet encore du régime des Khmers rouges, est en pleine reconstruction sociale et économique et le besoin de couverture santé de la population est très élevé. C'est pour combler ce besoin que le Gret lance son premier projet de micro-assurance santé.

Intitulé SKY (abréviation de *Sokhapheap Krousa Yeung* qui signifie « la santé de nos familles »), le premier projet du Gret intervient d'abord sur une zone géographique restreinte, dans la province de Kandal. En l'absence de structures de soins publiques, le Gret mobilise des professionnel-le-s de santé privés et offre des soins de santé primaires qui ne couvrent d'abord que quelques risques.

En 2000, le Gret opère un changement de stratégie avec l'extension de son projet à la ville de Takeo (sud du Cambodge) qui dispose d'un centre de santé public. Au même moment, un centre de santé primaire ouvre également ses portes à Kandal. C'est là un tournant important : la contractualisation avec ces centres permet en effet au Gret de se positionner en véritable partenaire du système de santé public. À partir de 2002, le Gret renforce son offre d'assurance santé et s'étend à des nouvelles géographies, jusqu'à comptabiliser 18 000 affilié-e-s.

En 2008, le Gret lance le projet HIP dont l'objectif est de faciliter l'accès des populations exclues des systèmes d'assurance santé à des soins de qualité. Le projet bénéficiera à près de 7 500 travailleurs et travailleuses du secteur textile. Ce secteur est majoritairement

constitué de femmes qui doivent faire face à des dépenses de santé importantes au regard de leurs faibles revenus et à des interruptions souvent forcées de leurs emplois.

En 2012, dans une logique de construction d'un système public de couverture maladie, le Gret transfère progressivement ses activités à l'État, à travers le Fonds national de sécurité sociale (NSSF). Il apporte à cette institution une assistance technique pour la gestion de la couverture d'assurance santé rendue obligatoire en 2016 pour le secteur privé formel salarié. C'est le début d'une collaboration fructueuse.

« Le Gret s'est positionné comme un acteur clé dans la mise en place d'un système de sécurité sociale solidaire, permettant à toutes et tous d'être protégés en cas de risques de vie majeurs. Il est aujourd'hui essentiel d'améliorer la qualité des services et de continuer à élargir l'accès à la sécurité sociale, en particulier pour les plus vulnérables », explique Thibaut Hanquet, responsable de projet protection sociale au Gret.

L'EXTENSION DE L'ASSURANCE MALADIE AUX TRAVAILLEURS INFORMELS

Au Cambodge, sur 7,9 millions d'actifs, on estime que 6,1 millions travaillent dans le secteur informel¹. Dans ce contexte, le Gret accompagne le NSSF dans le déploiement d'un projet pilote d'extension de l'assurance maladie au secteur informel. Initié fin 2018, il cible dans un premier temps deux populations particulièrement vulnérables et difficiles à atteindre : les chauffeurs de Tuk-tuk et les personnels de maison. Ce système permet par exemple aux chauffeurs de Tuk-tuk,

↑ Projet Sky au Cambodge.
© Jean Loncle

➤ Un chauffeur de Tuk-Tuk avec son véhicule. Les conducteurs de tout le pays peuvent désormais accéder à l'assurance maladie. © NSSF

1. Selon les données de l'enquête sur la population active (LFS) de 2019.



moyennant une cotisation de moins de 4 € par mois, d'accéder aux services de soins en milieu hospitalier, de maternité et d'urgence.

« Je gagne entre 30 000 et 50 000 riels par jour². J'arrive à peine à joindre les deux bouts et il m'est arrivé de ne pas avoir assez d'argent pour me payer des traitements médicaux. Maintenant que j'ai accès à la sécurité sociale, je peux même mettre un peu d'argent de côté si je tombe malade », nous confie Phy Samoul, chauffeur de Tuk-tuk à Phnom Penh. « Comme d'autres travailleurs du secteur informel, j'ai longtemps espéré devenir membre du NSSF. »

Le NSSF a décidé ensuite d'étendre l'assurance maladie à l'ensemble des indépendants et auto-entrepreneurs sur une base volontaire. Depuis août 2023, le régime pilote est ainsi devenu permanent. Tout travailleur indépendant entre 18 et 60 ans peut désormais s'inscrire et bénéficier du régime général d'assurance maladie pour moins de 4 € par mois. Par ailleurs, tout travailleur déjà inscrit auprès du NSSF peut également y inscrire sa femme et ses enfants.

L'objectif de cette campagne est de recruter trois millions de nouveaux membres. Le Gret³ soutient le NSSF dans sa capacité à atteindre de nouvelles populations, en particulier d'autres groupes de travailleurs indépendants tels que les livreurs et les vendeurs sur les marchés.

VERS UNE COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE

Le projet « Renforcer l'assurance sociale adaptée au climat au Cambodge »⁴, mené en collaboration avec le NSSF, est le dernier-né d'une série de projets qui ont permis d'étendre progressivement la sécurité sociale dans le pays. Signé en 2023, il vise les travailleurs agricoles, parmi les plus exposés aux risques liés au changement climatique, avec des effets sur leur production, leurs revenus, leur sécurité alimentaire et leur santé.

Le Gret soutient désormais la consolidation d'un système d'assurance sociale contributif solide, avec un objectif ambitieux : atteindre la couverture maladie universelle à l'horizon 2030.

« Nous restons très engagé-e-s et mettons notre expertise et notre expérience au service des Cambodgien-ne-s pour les aider à accéder à un système de protection sociale complet. Il reste beaucoup à faire et de nombreux défis politiques, sociaux et économiques à relever, mais je suis convaincue que nous y parviendrons », conclut Keo Socheata, représentante du Gret au Cambodge.

Le Gret s'appuie aujourd'hui sur son expérience réussie au Cambodge pour développer des projets d'assurance santé dans d'autres pays. ■

². Entre 6 et 10 € par jour.

³. Avec le soutien de l'Organisation internationale du travail.

⁴. Ce projet est financé par l'Agence française de développement.

DÉVELOPPER DES SOLUTIONS COMMERCIALES À LARGE ÉCHELLE POUR PRÉVENIR LA MALNUTRITION

LE GRET TESTE DES APPROCHES À L'ÉCHELLE LOCALE OU RÉGIONALE, SUR DES TERRITOIRES PILOTES, POUR ENSUITE LES INTÉGRER DANS SES PRATIQUES D'INTERVENTION ET ENCLANCHER UN CHANGEMENT À PLUS GRANDE ÉCHELLE. C'EST LE CAS DU PROJET MERIEM¹. ACHEVÉ EN 2023, IL AVAIT POUR OBJECTIF DE CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DE LA MALNUTRITION DANS TROIS CAPITALES SAHÉLIENNES : OUAGADOUGOU AU BURKINA FASO, BAMAKO AU MALI ET NIAMEY AU NIGER. COMMENT? EN ACCOMPAGNANT DES ENTREPRISES LOCALES DANS LE DÉVELOPPEMENT D'ALIMENTS FORTIFIÉS DESTINÉS AUX FEMMES ENCEINTES ET ALLAITANTES ET AUX ENFANTS ÂGÉS DE 6 À 24 MOIS ET EN TESTANT DE NOUVELLES APPROCHES COMMERCIALES POUR TOUCHER UN NOMBRE ACCRU DE CONSOMMATEURS. FINANCÉ PAR L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD) ET LA FONDATION BILL & MELINDA GATES, LE PROJET A ÉTÉ CONDUIT PAR LE GRET AVEC COMME PARTENAIRE PRINCIPAL LE CABINET DE CONSEIL HYSTRA.



INTÉGRER L'APPROCHE COMMERCIALE AUX DISPOSITIFS DE PRÉVENTION DE LA MALNUTRITION

Dans les pays du Sahel, la malnutrition chronique est très présente en ville, en particulier dans les quartiers précaires. Les aliments fortifiés manufacturés de qualité qui ont un fort potentiel pour prévenir la malnutrition restent encore rares sur le marché ou peu accessibles. Et pourtant, les habitudes de consommation dans les villes commencent à changer.

« Nous avons pu observer que les ménages urbains portaient une attention croissante à la qualité nutritionnelle et sanitaire des aliments. Cette évolution des habitudes de consommation fait apparaître de nouvelles opportunités pour les entreprises alimentaires privées sahéliennes », explique Clémence Boule Martinaud, responsable de l'équipe programme Santé Nutrition au Gret. « En se saisissant de ces opportunités et en intégrant l'approche commerciale aux dispositifs de prévention de la malnutrition, avec des mécanismes de marché pérennes et en complémentarité de l'action publique, nous pensons que la majorité des jeunes enfants et leurs mères pourrait avoir accès à une offre locale d'aliments fortifiés de qualité, à des prix abordables et dans la durée, en lien avec un régime alimentaire sain. » C'est cette approche qui a été testée à travers le projet Meriem.

Le Gret et son partenaire Hystra ont ainsi accompagné huit entreprises locales dans la production et la commercialisation d'aliments fortifiés de bonne qualité nutritionnelle et sanitaire pour les femmes enceintes et allaitantes (épices, yaourts, pains) et les enfants de 6 à 24 mois (farines infantiles).

« Grâce à ce projet, des entreprises locales ont pris conscience qu'elles avaient le pouvoir de changer la donne dans le domaine de la prévention de la malnutrition en mettant sur le marché des produits abordables à haute valeur nutritionnelle », souligne Éloïse Orange Curis, directrice du projet Meriem.

DES CAMPAGNES SOCIALES ET COMMERCIALES AUX RETOMBÉES SIGNIFICATIVES

En parallèle, des campagnes de communication sociale de grande envergure ont été déployées en partenariat avec les ministères de la Santé de chacun des pays afin de promouvoir une alimentation saine, répondant aux besoins nutritionnels des groupes ciblés par le projet.

Pour atteindre le maximum de personnes, ces campagnes de communication pour le changement social et comportemental se sont reposées sur des stratégies multicanales. Celles-ci ont mixé actions de proximité (comme l'organisation de ciné-débats ou de démonstrations

1. Le projet « Mobiliser les entreprises sahéliennes pour des réponses innovantes et à large échelle contre la malnutrition » ou « Meriem » a été mis en œuvre entre 2018 et 2023 par le Gret et le cabinet Hystra en consortium avec Initiatives conseil international (ICI), l'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (Iram), l'Institut de recherche pour le développement (IRD), Think Place et Ogilvy.

culinaires), diffusions de spots et messages de sensibilisation dans les médias et les réseaux sociaux, et téléphonie mobile. Les retombées concernant le nombre de personnes touchées et le niveau de notoriété spontanée et assistée des produits, ont été significatives.

« En collaboration avec de nombreux partenaires — associations locales, directions de la nutrition et directions régionales de la Santé publique, agences de communication, opérateurs de téléphonie mobile — nous avons pu tester des approches de sensibilisation complètes sur différents canaux. Les apprentissages de cette expérience permettent actuellement au Gret d'ajuster ses stratégies de changement social et comportemental dans le cadre de la promotion et de la prévention pour la santé et la nutrition, dans d'autres projets », indique Sophie Renault, responsable de projets Nutrition au Gret.

CRÉER UN ENVIRONNEMENT PROPICIE À L'ÉMERGENCE DE LA FILIÈRE D'ALIMENTS FORTIFIÉS

Il est encore trop tôt pour confirmer la durabilité des actions du projet — comme par exemple le maintien de la production et de la commercialisation des produits — et mesurer l'impact nutritionnel de l'initiative sur la population. Mais le projet a déjà permis de tirer une série d'enseignements via le suivi-évaluation interne et celui de l'IRD, partenaire scientifique clé. Il démontre qu'il est nécessaire de renforcer les compétences des entreprises agroalimentaires

FOURA SOGA, UNE BOISSON FABRIQUÉE DANS LE CADRE DU PROJET MERIEM

Foura Soga est une boisson à base de lait fermenté mélangé à du mil, produite par l'entreprise La Laitière du Sahel à Niamey, au Niger. Ce produit, traditionnellement consommé dans le pays, est plus rapide et plus pratique à préparer. Il peut se transporter facilement dans un sac. Sa formulation de 15 micronutriments couvre 30 à 100 % des besoins quotidiens en vitamines et minéraux des femmes. Le prix de cession fixé par l'entreprise (150 francs CFA par sachet de 250 ml) et les différentes options de conditionnement (sachet ou bouteille) assurent son attractivité et son acceptabilité par les différentes catégories de consommatrices.



locales dans la durée pour développer, produire et commercialiser des aliments fortifiés de qualité, et de s'assurer de l'engagement social de celles-ci dans la lutte contre la malnutrition.

Favoriser un environnement propice au développement de la filière s'avère tout aussi important : il s'agit ici, entre autres, de soutenir le développement des filières intervenant en amont et en aval (matières premières et emballages), consolider les cadres normatifs, promouvoir le contrôle et la certification des aliments. Ou encore, d'engager un plaidoyer pour une détaxation des intrants nutritionnels importés indispensables, mais néanmoins coûteux.

« Le Gret et Hystra ont contribué à installer de nouvelles manières de faire sur toute la chaîne de valeur. Bien sûr, tous ces changements demandent du temps et le Gret espère poursuivre l'accompagnement des promoteurs les plus motivés au-delà de Meriem », conclut Éloïse Orange Curis. ■

- ↑ Publicité du Foura Soga à Niamey (Niger).
- ← Promotion de la farine infantile Super Léo à Ouagadougou (Burkina Faso).
- ↓ Dépliant distribué lors de la campagne de communication sociale sur l'alimentation des femmes enceintes et allaitantes (Mali).

WEBDOCUMENTAIRE : « AU CŒUR DE LA LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION DANS LES VILLES DU SAHEL »

La collaboration entre le Gret, Hystra et leurs partenaires impliqués dans le projet Meriem a aussi donné naissance à un webdocumentaire immersif qui constitue une source précieuse d'informations. Le consulter, c'est y trouver de nombreux témoignages, des études, des analyses approfondies et des enseignements tirés de cette initiative.

→ À RETROUVER SUR : www.meriem-nutrition.org



LE GRET, ACTEUR DE LA RECHERCHE APPLIQUÉE

LE GRET EST UN ACTEUR RECONNU DE LA RECHERCHE APPLIQUÉE. IL COLLABORE HISTORIQUEMENT ET DE DIVERSES MANIÈRES AVEC DES CHERCHEURS DES SUDS ET DES NORDS ET PRODUIT DES CONNAISSANCES À CARACTÈRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE. CETTE HYBRIDATION ENTRE RECHERCHE ET PRATIQUE LE DISTINGUE D'AUTRES ONG DE DÉVELOPPEMENT. EN 2023, LES MODALITÉS DE COLLABORATION ENTRE LA RECHERCHE ET LE GRET ONT PORTÉ SUR DIFFÉRENTES THÉMATIQUES, DONT NOUS VOUS PRÉSENTONS QUELQUES EXEMPLES.

Retrouvez l'ensemble des publications du Gret sur gret.org/publications

Pour consulter la liste complète des ouvrages publiés en 2023, rendez-vous page 50.



↑ Projet Tsara Kobaby sur l'île de Sainte-Marie à Madagascar.
© Florence Gillard

↗ Projet Mekong Region Land Governance, Laos.
© MRLG

LA RECHERCHE SUR LES QUESTIONS DE DÉVELOPPEMENT

Ancrées sur le terrain, à l'interface entre la recherche et le développement, les équipes du Gret, avec les chercheurs et chercheuses associé-e-s, produisent des références et des outils pour le développement.

Avec le Groupe de travail pour les transitions agroécologiques, le Gret conduit un chantier de recherche appliquée sur l'évaluation des effets de l'agroécologie avec des enseignants-chercheurs d'AgroParisTech, du Cirad, de l'IRD et de l'Institut Agro Montpellier. En 2023, ce travail a abouti à la publication du *Guide pour l'évaluation de l'agroécologie*, co-édité par Quæ et le Gret. Des formations ont été conduites pour l'appropriation de ces méthodes d'évaluation.

Pour en savoir plus sur cet ouvrage, rendez-vous pages 18 et 19.

LES PROGRAMMES CONJOINTS DE RECHERCHE-ACTION

Les équipes du Gret conduisent également des recherches-actions, où les chercheur-euse-s permettent de renforcer l'approche expérimentale de certains projets.

Le projet de recherche-action participative « Arpège » questionne la façon dont les opérateurs d'un projet, ONG et partenaires locaux, perçoivent le genre et l'intègrent concrètement dans leurs actions, leurs façons d'agir et leurs postures. Des équipes de terrains à Madagascar ont été impliquées dans cette démarche de façon à identifier et appliquer les pistes d'amélioration de la prise en compte du genre dans les projets. Ce processus est mis en miroir avec un projet mené au Sénégal. Le projet a été conduit par l'université

Bordeaux-Montaigne et le Laboratoire Les Afriques dans le Monde, en partenariat avec l'IRD et le Gret.

LA COLLABORATION AVEC LA RECHERCHE DANS LES PROJETS

Au-delà des projets de recherche-action explicitement conçus comme tels, de nombreux projets du Gret intègrent ponctuellement une dimension collaborative avec la recherche.

Dans le cadre de la convention-programme « Communs et gouvernances partagées » et du projet Tsara Kobaby de mise en place d'une aire protégée sur l'île de Sainte-Marie à Madagascar, l'équipe de l'UMR Sens-Cirad a poursuivi son appui au Gret et à l'association locale PCADDISM au travers d'une étude sur la valorisation des usages dans les forêts et les zones de pêche. L'UMR Sens a aussi apporté son appui à la traduction juridique des règles coutumières (*dina be*) de gestion des ressources naturelles reconnues dans le droit national malgache et à leur mise en cohérence avec les futures règles de l'aire protégée.

En Guinée, les équipes du Gret collaborent avec l'UMR Intertryp (IRD-Cirad) et le ministère de la Santé à travers son Programme national de lutte contre les maladies tropicales négligées. Ils développent des méthodes de sciences participatives pour opérationnaliser une approche de santé globale à l'échelle communautaire (projet One Health) en étudiant, avec les éleveurs, l'évolution de la résurgence de la trypanosomiase (ou maladie du sommeil) et de ses réservoirs.

L'ANIMATION DE RÉSEAUX

Le Gret est impliqué dans l'animation de réseaux pluri-acteurs, regroupant chercheurs, bailleurs, décideurs et organisations de la

société civile. Il assure dans ce cadre un rôle de « passeur de frontières » entre les mondes de la recherche et de l'action.

Le Gret coordonne le projet Mekong Region Land Governance (MRLG) dont la mission est de renforcer les initiatives et les capacités de l'ensemble des acteurs du changement des politiques foncières au Myanmar, au Cambodge, au Laos et au Vietnam. La collaboration avec la recherche passe ici par la formulation de commandes par les réseaux nationaux d'acteurs ou les organisations de la société civile auprès de chercheurs pour documenter des thématiques ou des actions.

En 2023, cette collaboration a notamment donné lieu à une série de publications coordonnées par le Gret (à retrouver sur mrlg.org). ■



LES THÈSES EN COURS

LE GRET ACCUEILLE DES DOCTORANTS ET DOCTORANTES RATTACHÉ-E-S À DES UNIVERSITÉS EN FRANCE, COMME DANS LES SUDS. ILS ET ELLES SONT LE PLUS SOUVENT DES RESPONSABLES DE PROGRAMMES OU DE PROJETS QUI FONT LE CHOIX DE PROLONGER LEUR EXPÉRIENCE DE PRATICIEN-NE PAR UNE DÉMARCHE EXPLORATOIRE DE RECHERCHE.

■ **Terres à prendre ou à laisser : histoires d'allocations foncières en Birmanie**

Céline Allaverdian, thèse de géographie en cotutelle avec l'UMR Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique, AgroParis-Tech et l'université de Montréal.

■ **Politique de l'eau et mobilisation citoyenne**

Alassane Koringho, thèse en anthropologie du développement, université Gaston Berger, Saint-Louis Sénégal.

■ **Les Paiements pour services environnementaux (PSE) comme outil de préservation des bassins versants**

Albert Rakotonirina, thèse en économie et politique des ressources naturelles avec l'École doctorale de gestion des ressources naturelles et du développement (EDGRND) de l'université d'Antananarivo.

■ **La valorisation des biodéchets et agricultures urbaines en République du Congo**

Noémie Régeard, thèse de géographie sociale – rudologie avec le laboratoire Espaces et sociétés de l'université de Mans.

■ **L'approche par les communs dans le secteur de l'eau, quel renouvellement pour l'aide publique au développement ? Enjeux et limites de l'implication d'une ONG internationale**

Louisa Desbleds, thèse en aménagement de l'espace et urbanisme –

socio-anthropologie avec l'École doctorale UT2J/TESC et le Lereps-Sciences Po Toulouse.

■ **Gouvernance des ressources en eau en Afrique de l'Ouest : paradoxes de la participation – Regards croisés Bénin-Sénégal**

Emmanuel Durand, thèse en aménagement de l'espace et urbanisme, avec l'École doctorale : UT2J – École doctorale Temps, espaces, sociétés, cultures (TESC) et le Laboratoire d'études et de recherche sur l'économie, les politiques et les systèmes sociaux-Sciences Po Toulouse.

■ **Enjeux de territoires et principes des bassins versants dans la zone des Niayes**

Maurice Ngor Sarr, thèse en géographie et gestion intégrée des ressources en eau à l'École doctorale Eau, qualité et usage de l'eau de l'université Cheikh Anta Diop à Dakar.

“ Codiriger une thèse avec le Gret, c'est produire des connaissances ancrées dans les réalités de terrain. Ces partenariats entre le monde académique et la société civile sont essentiels parce qu'ils sont porteurs de changement.

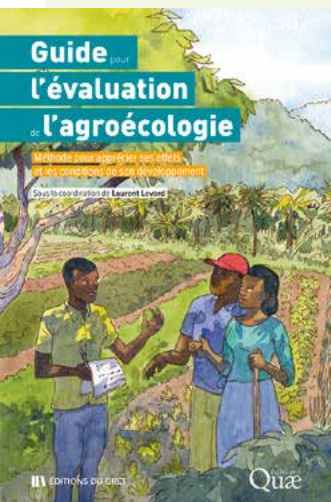
Catherine BARON, professeure des universités à Sciences po Toulouse



UN GUIDE POUR ÉVALUER LES EFFETS DE L'AGROÉCOLOGIE

PUBLIÉ EN 2023, LE *GUIDE POUR L'ÉVALUATION DE L'AGROÉCOLOGIE*, PROPOSE UNE DÉMARCHE ET DES OUTILS MÉTHODOLOGIQUES POUR APPRÉCIER LES EFFETS ET LES CONDITIONS DE DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES ET DES SYSTÈMES AGROÉCOLOGIQUES. CE GUIDE EST CONÇU POUR AIDER LES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT À MIEUX CONCEVOIR LEURS PROJETS, PROGRAMMES ET POLITIQUES PUBLIQUES ET À ACCOMPAGNER LES AGRICULTEURS ET LES AGRICULTRICES À MIEUX ÉVALUER LES RÉSULTATS DE LEURS PRATIQUES.

Co-édité par Quæ et le Gret, ce guide est le fruit d'une collaboration entre les équipes d'Agrisud International, d'AVSF, du Cari et du Gret, réunies au sein du Groupe de travail pour les transitions agroécologiques (GTAE), et des enseignants-chercheurs d'AgroParisTech, du Cirad, de l'IRD et de l'Institut Agro Montpellier.



Levard Laurent (coord.), 2023, Éditions du Gret/Éditions Quæ, 320 p.

ENTRETIEN AVEC LAURENT LEVARD, AGRO-ÉCONOMISTE AU GRET ET COORDINATEUR DE L'OUVRAGE

À quels enjeux essentiels ce guide répond-il ?

Dans tous les pays du monde et à l'échelle internationale, le débat autour des modèles agricoles fait rage et des intérêts économiques extrêmement puissants poussent vers des modèles issus de la révolution verte. Il est donc crucial de pouvoir disposer de données issues d'une démarche scientifique pour comparer les effets socio-économiques et agro-environnementaux de l'agroécologie à ceux d'autres modèles agricoles.

Les résultats obtenus à l'aide de la méthode proposée sont susceptibles d'intéresser les organisations paysannes, les ONG, les décideurs politiques, les organismes de coopération et les institutions internationales.

Nous avons déjà utilisé la méthode d'évaluation proposée par ce guide dans divers pays, notamment en zone sahélienne, au Burkina Faso, où nous avons mis en évidence que les systèmes agroécologiques permettaient d'améliorer la santé des sols et d'obtenir des rendements agricoles et des revenus supérieurs pour les agriculteur-riche-s. Ils contribuent aussi à une sécurité alimentaire améliorée.



À qui s'adresse ce guide ?

Ce guide s'adresse aux acteurs du développement et aux pouvoirs publics. C'est un outil destiné à les accompagner pour rendre leurs interventions plus efficaces. Ainsi, à travers ce guide, nous cherchons également à leur donner les moyens de mieux comprendre ce que nous appelons « les conditions de développement de l'agroécologie » : c'est-à-dire les facteurs favorables ou limitants de son développement. Les identifier permet de voir ce qui doit être mis en œuvre pour lever les freins à son développement. Cette démarche est essentielle car si aujourd'hui des organisations paysannes, des ONG, des pouvoirs publics soutiennent l'agroécologie, les résultats s'avèrent parfois inégaux. Ces acteurs ont besoin de prendre du recul par rapport à ce qu'ils font et de mieux comprendre les facteurs clés qui encouragent son développement.

Les diverses évaluations réalisées à l'aide du guide contribuent également à générer des références, tant sur les effets que sur les conditions de développement de l'agroécologie.

Ce guide s'adresse aussi aux institutions d'enseignement supérieur en agronomie et en économie agricole qui forment leurs étudiant-e-s à mieux évaluer les performances des systèmes agricoles.

Au-delà, il est utile d'évaluer les effets de l'agroécologie pour les agriculteurs eux-mêmes. La méthode prévoit des phases

de restitution et de mise en discussion des résultats. Cela leur permet de réfléchir à leurs pratiques et d'améliorer leurs systèmes de production.

La FAO a créé sa propre démarche d'évaluation de l'agroécologie, en quoi ce guide est-il singulier ?

Le travail de la FAO est important, c'est en effet la première fois qu'une organisation internationale se saisit de cette question essentielle. Notre Groupe de travail pour les transitions agroécologiques a d'ailleurs participé à ce travail et s'est inspiré de certains de ses éléments méthodologiques. Mais nous avons nos spécificités propres : nous avons fait le choix d'une analyse approfondie des exploitations agricoles et des systèmes de production, pour une meilleure fiabilité des résultats. Nous nous penchons également tout autant sur les effets des pratiques que sur les facteurs favorables ou limitants du développement de l'agroécologie. Nous préconisons enfin, en plus d'une évaluation ponctuelle, une démarche de suivi-évaluation qui s'inscrit dans le temps et permet de suivre les effets des interventions à intervalles réguliers.

Ce guide aborde aussi l'impact de la transition agroécologique sur l'égalité femmes-hommes. En quoi est-ce pertinent ?

L'agroécologie peut avoir des effets différenciés sur les femmes et sur les hommes. Dans certains cas, elle diminue les inégalités, dans

d'autres, elle peut contribuer à les augmenter. Son essor peut, par exemple, générer la création de nouvelles activités pour les femmes, leur permettant d'accroître leur niveau de revenu et leur autonomie. Mais il peut aussi se traduire par un surplus de travail pour les femmes qui, déjà bien souvent, travaillent plus que les hommes.

L'agroécologie est-elle en mesure de permettre un regain d'attractivité pour les jeunes ?

C'est une question essentielle qui fait l'objet d'une fiche spécifique dans le guide. Quasiment partout dans le monde, on assiste à cette volonté des jeunes de bénéficier de meilleures conditions de vie et de travail que celles de leurs parents. De ce point de vue-là, l'agriculture est souvent peu attractive.

L'agroécologie peut constituer un facteur décourageant pour les jeunes si elle se traduit uniquement par un surplus de travail. En revanche, elle peut devenir désirable si elle leur permet des revenus décents et donne un nouveau sens à leur travail grâce à la production de produits sains et de qualité.

L'agroécologie s'inscrit parfois aussi dans des dynamiques sociales particulièrement stimulantes pour les jeunes comme la création d'associations, de coopératives, de processus de transformation des produits agricoles. On le constate par exemple dans de nombreux pays latino-américains. ■

La réalisation du Guide pour l'évaluation de l'agroécologie a bénéficié des contributions financières de l'Agence française de développement (AFD), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), du Conseil général des Hauts-de-Seine, de la Banque interaméricaine de développement, de la Fondation Ensemble et des Éditions du Gret.

▼ Formation de jeunes au Burkina Faso, projet Bocage sahélien en partage.



NOS THÉMATIQUES

- p. 22 Des ressources naturelles gérées collectivement
- p. 24 Un accès universel à des services essentiels
- p. 26 Des villes résilientes et citoyennes
- p. 28 Un emploi décent pour toutes et tous
- p. 30 Une alimentation saine et des soins de qualité
- p. 32 Une agriculture et des filières agroalimentaires durables
- p. 34 Un accès partagé et sécurisé aux terres et aux ressources
- p. 36 Thématiques transversales



DES RESSOURCES NATURELLES GÉRÉES COLLECTIVEMENT

L'humanité dépend directement des ressources naturelles pour sa subsistance et se trouve ainsi particulièrement menacée par les dégradations environnementales. C'est pour cette raison que le Gret encourage la participation des populations locales dans le maintien ou la restauration des écosystèmes, pour une gestion concertée et inclusive des territoires. Ces actions contribuent à lutter contre le changement climatique et à préserver la biodiversité.

10 PAYS D'INTERVENTION

Cambodge, Équateur, France, Guinée, Laos, Madagascar, République démocratique du Congo, République du Congo, Sénégal, Vietnam



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2023

CONGO

RENFORCER LE POTENTIEL DE BOIS-ÉNERGIE DURABLE

Les forêts du Congo couvrent environ 23 millions d'hectares, soit presque 70 % de la superficie totale du pays. Elles abritent une biodiversité et des ressources naturelles importantes pour la planète. Cependant, la pression humaine à travers l'exploitation non durable des ressources forestières — et notamment la production de bois-énergie et de charbon de bois — contribue à la déforestation et à la dégradation des forêts, ainsi qu'à l'augmentation des émissions des gaz à effet de serre. Pour réduire ses émissions dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de l'utilisation des terres, le Congo s'est engagé dans le processus REDD+.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet Prorep, mené par le Gret avec la FAO, pour renforcer le potentiel de bois-énergie durable à Brazzaville. Celui-ci doit conduire à la création de 2 700 hectares de plantations agroforestières visant à réduire la pression sur les forêts galeries dans les régions de savane proches de la ville. La mise en place de ces plantations sera réalisée progressivement par les communautés locales qui bénéficieront des revenus annuels des cultures associées. À l'arrivée progressive des arbres à maturité (6-8 ans), s'y ajouteront aussi des revenus de leur exploitation.

La première campagne a permis de planter 472 hectares de plantations sur des terres mises à disposition du projet sur décision du ministère congolais de l'Économie forestière. Ces parcelles sont en cours de mise à disposition de 300 bénéficiaires (dont 45 % de femmes) identifiés dans le cadre du projet, en vue d'une valorisation agroforestière.

Des campagnes de communication et de sensibilisation des populations locales par rapport à l'impact de la déforestation, ont également été organisées afin d'accompagner et amplifier ce changement de comportement et accroître ainsi l'approvisionnement des populations en charbons issus des plantations.

2022-2026 | Budget : 7 M€ | Financement : CAFI / Partenaires : FAO, ministère de l'Économie forestière de République du Congo

FRANCE

COMMENT ÉVALUER NOTRE PARTICIPATION À LA DÉFORESTATION ?

Le Comité scientifique et technique Forêt (CST-F), animé par le Gret, est un espace de mobilisation de l'expertise francophone pour informer les politiques publiques françaises en matière de gestion et de protection des forêts tropicales. Installé en mai 2019, dans le sillage de l'adoption par la France de la Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI), le Comité a lancé des travaux sur la définition et les outils de suivi de la déforestation ou la capacité des standards de certification des filières ciblées par la SNDI avec ses objectifs. D'autres chantiers, plus directement opérationnels, ont également été

- ↗ Forêt de Ziama en Guinée, projet One Landscape: One Vision.
- ↘ Plantations agroforestières au Congo, projet Prorep.



engagés sur la gestion du risque de déforestation associé aux importations de soja et, dernièrement, du Référentiel empreinte forêt France (REFF) démarré en novembre 2021.

Piloté par l'ONG Envol Vert, le chantier visait au travers de huit ateliers de discussion avec les membres du CST-F et du ministère de l'Environnement, à proposer une méthodologie de référence permettant de mesurer l'impact de la consommation des Français et des Françaises sur les forêts et autres écosystèmes menacés dans le monde, et de réfléchir sur l'opérationnalisation de futurs outils à destination des pouvoirs publics, des entreprises ou des collectivités. Le chantier s'est clos en 2023 avec la publication d'un ouvrage collectif et d'une vidéo, présentés en assemblée plénière et disponibles en accès public sur le site du Comité — cst-foret.org.

2021-2023 | Budget : 185 K€ | Financement : AFD, Ekibio, OAK, OFB

GUINÉE

FORÊT DE ZIAMA : UNE CARTOGRAPHIE PARTICIPATIVE POUR LA GESTION DURABLE DES TERRES ET DES RESSOURCES

Dans la forêt de Ziama, foyer de biodiversité exceptionnelle situé dans le sud-est de la Guinée, la gestion durable des terres et des ressources est un enjeu primordial pour les populations riveraines et la préservation des écosystèmes fragilisés par les interventions humaines.

Dans ce contexte, le Gret construit avec les populations de 31 villages riverains et les autorités administratives locales, un processus de planification de l'utilisation des terres. Celui-ci a commencé par l'élaboration participative de cartes des terroirs villageois pour permettre aux communautés de projeter leur propre vision d'une occupation des sols et d'une utilisation des ressources capables d'assurer leurs besoins sur le long terme.

Mobilisant des groupes d'une quarantaine de personnes dans chaque village, la réalisation de cette cartographie a permis aux communautés de comprendre la situation actuelle à la lumière du passé et de projeter



PUBLIÉ EN 2023


GIRE locale dans la zone des Niayes au Sénégal : faire commun autour des ressources en eau ?, Desbleds L., Kibler J.-F. (dir.), Juillet V., Sarr N.M. (2023), Éditions du Gret, 64 p., Carnet Faire commun, n° 4.

deux scénarios : l'un prolongeant la dynamique actuelle, l'autre permettant de l'infléchir. Pour Saki Soropogui, président de district de Kpoda et participant au projet, « cette activité a permis d'assurer la protection de nos valeurs culturelles et de nos sites traditionnels ».

Sur la base de ces cartes participatives, 31 plans d'utilisation des terres ont pu être établis.

Cette activité a été menée dans le cadre du projet transfrontalier « One Landscape: One vision » qui couvre les écosystèmes de Wologizi-Wonegizi au Liberia et de Ziama en Guinée, et contribue à la mise en œuvre du plan national d'aménagement et de gestion de la Réserve de biosphère de Ziama.

2022-2024 | Budget : 2,9 M€ | Financement : Union européenne | Partenaires : Fauna & Flora International, MGE

 **LES ACTIONS MENÉES EN 2023 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 2, 13, 14 ET 15.**



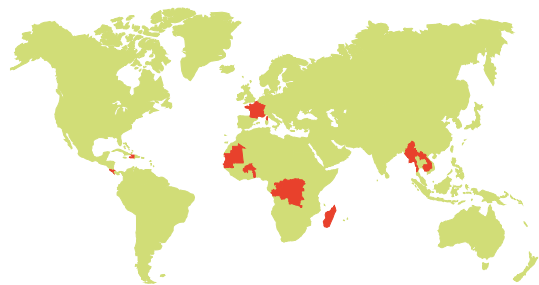


UN ACCÈS UNIVERSEL À DES SERVICES ESSENTIELS

Les services d'eau, d'électricité, d'assainissement et de gestion des déchets sont fondamentaux pour répondre à nos besoins essentiels. Le Gret favorise ainsi l'accès universel et équitable à des services essentiels de qualité, dans le respect de l'environnement. Ses actions s'inscrivent dans une démarche partenariale avec les autorités locales, le secteur privé ainsi que les usager-e-s et citoyen-ne-s pour une construction et une gestion concertée, pérenne et inclusive de ces services.

14 PAYS D'INTERVENTION

Burkina Faso, Cambodge, Congo, Costa Rica, France, Haïti, Laos, Madagascar, Mauritanie, Myanmar, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2023

BURKINA FASO

RELEVER LE DÉFI DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

Dans certaines régions du Burkina Faso, la situation sécuritaire impacte significativement les conditions de vie des populations. Plusieurs villes sont confrontées à l'arrivée massive des populations déplacées internes. Elles s'installent majoritairement dans les centres urbains des régions de l'Est, du Nord, du Centre-Nord et du Sahel, entraînant une pression intenable sur les services d'approvisionnement en eau.

Le projet Nex'Eau a émergé des difficultés que connaissent les services

publics dans ce contexte de crise sécuritaire et humanitaire. Ce dernier a réuni le Gret, Solidarités International et le Groupe URD, en collaboration étroite avec l'Office national de l'eau et de l'assainissement du Burkina Faso (ONEA) afin de répondre à la problématique suivante : « Comment améliorer la résilience des services publics d'eau potable face à l'afflux des déplacés et dans un contexte de forte insécurité ? ».

L'approche Nexus¹ a été identifiée comme un moyen d'apporter des réponses à cette situation qui ne pouvait relever uniquement de l'humanitaire ou du développement. Les équipes ont été capables d'appuyer les services publics en traitant les questions de développement et de besoins structurels, tout

¹ L'approche Nexus qui lie aide humanitaire, développement et consolidation de la paix entend répondre au constat d'une multiplication des crises et des déplacements de populations sur des temps prolongés.

en restant flexibles pour répondre aux urgences. Solidarités International, ONG humanitaire, a assuré le lead du consortium, conduit les actions d'urgence et la réalisation des ouvrages d'eau potable structurants. Le Gret s'est occupé des relations avec les institutions, des aspects de gouvernance du projet et des services publics d'eau potable, du renforcement des capacités et de l'ingénierie sociale. Enfin, les activités relatives au processus d'apprentissage autour du Nexus ont quant à elles été confiées au Groupe URD.

Le projet a notamment permis de transformer des opérations humanitaires ponctuelles en système d'approvisionnement en eau pérenne et d'améliorer les infrastructures existantes. Il a aussi permis de mettre en débat les modes de gestion des services au regard du contexte, tout en réaffirmant les droits et les devoirs des usagers et usagères.

Les méthodologies développées et les leçons apprises ont fait l'objet de rapports de recherche, capitalisations et fiches méthodologiques en vue d'une réplique dans les principaux centres urbains d'accueil des déplacés forcés au Burkina Faso.

2021-2024 | Budget : 5,5 M€ | Financement : AFD, USAID | Partenaires : Groupe URD, ONEA, Solidarités International

SÉNÉGAL

POUR UNE FILIÈRE COMPLÈTE ET DURABLE D'ASSAINISSEMENT À DIEMBERING

À l'instar d'autres villes secondaires du Sénégal, la situation de l'assainissement à Diembering, une ville de 25 000 habitants située en Basse Casamance, est préoccupante : plus d'un ménage sur deux est privé d'accès à des installations sanitaires de qualité et les boues de vidange sont le plus souvent rejetées dans la mangrove, avec des impacts directs sur la santé des populations et les écosystèmes très riches de cette commune littorale à vocation touristique.

Le Gret travaille depuis plusieurs années avec la commune pour construire une filière complète d'assainissement, depuis l'accès aux toilettes pour les ménages et les écoles, jusqu'au traitement et la valorisation

des boues de vidange. En 2021, un projet pilote d'assainissement intégré est lancé. Mené en partenariat avec la mairie de Diembering et un opérateur local, le Centre de traitement des déchets de Cabrousse (CTD), ce projet a déjà permis l'installation de 200 latrines familiales et la construction ou la réhabilitation de blocs sanitaires dans quinze écoles, mais aussi le renforcement des acteurs locaux de la vidange et la réhabilitation de la station de traitement des boues de vidange du CTD.

Ce projet entre maintenant dans une seconde phase qui devra permettre d'atteindre les zones insulaires de la commune, plus pauvres et isolées. Le déploiement des latrines familiales sera étendu sur la base d'un dispositif de vente de toilettes à un coût abordable et la réhabilitation des blocs sanitaires en milieu scolaire sera poursuivie dans les zones éloignées. Cette phase permettra également d'accompagner la mise en service et l'optimisation de la station de traitement, concrétiser les opportunités de valorisation organique des boues de vidange, la réutilisation de l'eau traitée, mettre en place les dispositifs de gouvernance de la filière et renforcer les capacités des acteurs et actrices.

2021-2024 | Budget : 387 K€ | Financement : AESN, Commune de Diembering, CTD, Fondation Aqua For All, Métropole Rouen Normandie, Saint-Pierre-Lès-Elbeuf

TOGO

AMÉLIORER LA SALUBRITÉ ET LE CADRE DE VIE DES POPULATIONS URBAINES

Au Togo, les villes sont confrontées à des problèmes croissants de gestion des déchets entraînant une dégradation de l'environnement et exposant les habitant-e-s à des risques de santé majeurs. Avec la loi de décentralisation de 2019, les compétences relatives à la gestion des déchets ont été transférées aux communes, désormais en première ligne des actions à entreprendre pour faire face à ces défis. C'est pour les accompagner dans la mise en place de services de gestion des déchets et d'assainissement efficaces et conformes aux attentes des populations que le projet Gedec a été lancé.

Coordonnée par Expertise France, l'équipe Gedec Togo mobilise le Gret sur le volet d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage, et Entrepreneurs du monde sur celui de l'appui au renforcement des acteurs privés. Le projet intervient dans les cinq chefs-lieux de région du Togo.

Le Gret et ses partenaires accompagnent ainsi les communes sur le plan technique dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie pour définir et déployer des services adaptés aux besoins des populations. Le Gret appuie également les communes sur le plan financier et notamment dans la mobilisation des recettes fiscales et non fiscales. Il vise la préparation de l'autonomie des équipes municipales dans la dynamique de développement des services de gestion de l'assainissement liquide et solide.

2023-2025 | Budget : 4,4 M€, contrat de prestation du Gret : 1 M€ | Financement : UE | Partenaires : Expertise France (porteur du projet), Entrepreneurs du Monde



- ↑ Approvisionnement en eau potable au Burkina Faso, projet Nex'Eau.
- ↻ Gestion des déchets au Togo, projet Gedec. © Gedec Togo

 **LES ACTIONS MENÉES EN 2023 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 6, 7 ET 12.**



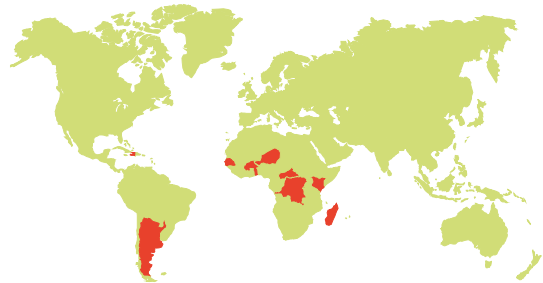


DES VILLES RÉSILIENTES ET CITOYENNES

L'ensemble de la population et des usager-e-s d'un territoire ou d'un quartier, même précaire, a le droit de vivre dans un environnement sain et digne, à proximité des services, et de participer à la fabrique et à la gestion de la ville. L'urbanisation rapide, les bouleversements climatiques en cours, ainsi que des modèles de développement insoutenable compromettent ce droit. Dans ce contexte, le Gret s'engage pour un urbanisme citoyen, solidaire et responsable vis-à-vis des ressources locales. Il accompagne les organisations de la société civile et les autorités locales afin qu'elles développent des politiques et des projets orientés vers la réduction des inégalités et des vulnérabilités.

11 PAYS D'INTERVENTION

Argentine, Burkina Faso, Haïti, Kenya, Madagascar, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2023

AFRIQUE

UN MOOC SUR LA FABRIQUE URBAINE COLLECTIVE DES VILLES AFRICAINES

Dans les villes africaines, les processus autonomes ou informels de la fabrique urbaine sont aujourd'hui prédominants. Pour construire la ville ensemble, comment conjuguer les efforts de l'ensemble des acteurs et actrices concerné-e-s ?

Lancé en juin 2023, ce cours en ligne, conçu par le Gret et hébergé sur

la plateforme d'African Cities Lab, explore le potentiel et les défis de la coproduction des villes. À partir d'exemples ancrés dans les territoires, il parcourt les articulations possibles entre l'action publique et privée, formelle et informelle, aux différentes étapes de la décision, conception et gestion de la fabrique urbaine.

Cinq modules autour de l'habitat, de l'urbanisme participatif et tactique, de l'espace public et des services urbains permettent de comprendre et de documenter cette approche de la ville et de mettre en lumière ses potentiels. Il mobilise des chercheur-euse-s, des praticien-ne-s et des professionnel-le-s de l'urbain. Il donne aussi la parole aux habitant-e-s et s'appuie sur des expé-

riences concrètes pour construire les récits de la coproduction urbaine et proposer des pistes d'action.

2022-2023 | Budget : 154 K€ | Financement : Campus AFD, CGLU Afrique, EPFL, Gret | Partenaires : CGLU Afrique, École polytechnique de Dakar, UrbaMonde

RWANDA

UNE ÉTUDE POUR AMÉLIORER LE LOGEMENT ABORDABLE À KIGALI

La ville de Kigali est confrontée à un véritable déficit de logements formels. On estimait en 2019 que pour y faire face, il serait nécessaire de construire environ 15 000 à 26 000 nouvelles unités par an. Or, le secteur privé formel ne produit en moyenne que 1 000 logements par an, et à des prix inabordable pour la moitié des ménages urbains ayant les plus faibles revenus. Une grande partie de la population a ainsi recours à l'auto-construction, donnant lieu à une expansion de l'habitat informel.

Dans ce contexte, le Gret a mené une étude à Kigali pour identifier des solutions à même de densifier et d'améliorer l'offre de logements dans trois quartiers précaires de la ville — Kagugu, Rwezamenyo et Nyakabanda —, tout en veillant à atténuer le risque de gentrification et d'éviction par le marché des ménages locataires les plus pauvres. Cette étude vise l'élaboration d'un projet pilote à court terme, qui constituera un volet du Projet d'amélioration des quartiers informels de Kigali, cofinancé par la République du Rwanda, l'Union européenne et l'AFD.

Après une analyse du secteur de la production du logement à Kigali et un diagnostic socio-urbain à partir d'entretiens individuels et collectifs avec des habitant-e-s dans les quartiers, l'équipe a proposé des solutions d'amélioration de l'habitat qui portent notamment sur la typologie d'îlot sur cour. Trois solutions architecturales complémentaires ont été conçues pour améliorer et densifier ce type de logements, tout en minimisant les démolitions et les déplacements. Des recommandations sur les modalités réglementaires, financières, institutionnelles et sociales nécessaires à leur opérationnalisation ont aussi été

formulées : le développement d'un cadre réglementaire plus protecteur des locataires, la mise en place d'un opérateur social, un dispositif financier qui combine subvention publique, crédit accessible aux plus pauvres et épargne des ménages.

2022-2023 | Budget : 140 K€ | Financement : AFD | Partenaires : Active Social Architecture (ASA), Espelia

SÉNÉGAL

PÉPINIÈRE URBAINE DE DAKAR : AMÉNAGER DES ESPACES PUBLICS AVEC L'ENSEMBLE DES ACTEURS ET ACTRICES CONCERNÉ-E-S

Dans la région de Dakar, le réseau des transports publics est en pleine transformation : des travaux sont en cours et à venir pour le Bus Rapid Transit (BRT – bus en site propre), le Train express régional (TER) ainsi que sur l'ensemble des lignes de rabattement. Le projet de Pépinière urbaine de Dakar s'inscrit dans ce contexte de redéfinition de la mobilité dans l'agglomération dakaraise.

Pour améliorer l'appropriation de ces futurs équipements de transport collectif et répondre aux besoins des habitant-e-s, le Gret et ses partenaires ont aménagé des espaces publics co-conçus avec les futur-e-s usager-e-s et l'ensemble des acteurs et actrices concerné-e-s, en particulier les plus vulnérables, dans plusieurs quartiers de la banlieue de Dakar. La Pépinière a ainsi permis l'aménagement de cinq sites dans trois communes : Guédiawaye, Pikine et Rufisque. Trois sites sont reliés au grand projet de Train express régional et les deux autres au projet de Bus rapid transit.

La Pépinière a testé plusieurs modalités d'aménagement : une halle d'attente et de vente à la gare routière de Rufisque, un espace polyvalent de quartier sur un résidu foncier du TER, trois aménagements de cheminements piétons destinés à faciliter l'accès des voyageurs aux stations du TER ou du BRT et à promouvoir l'intermodalité. Au travers de ces micro-projets, l'équipe a testé divers outils de diagnostic et de co-conception et réalisé des aménagements locaux répondant à des attentes et des usages


existants très divers, en valorisant les artisans locaux, l'utilisation de matériaux biosourcés, réemployables ou démontables.

Au-delà des activités réalisées — résultats mesurables à court terme —, l'équipe de la Pépinière urbaine de Dakar a aussi mené un travail approfondi pour questionner les pratiques des différent-e-s professionnel-le-s de l'urbanisme et de la mobilité et proposer une autre manière de faire pour accompagner la planification d'aménagements d'espaces publics dans la ville.

2020-2024 | Budget : 607 K€ | Financement : AFD, ONU Habitat | Partenaires : Collectif ETC./ Studio Baïnem, Transitec, UrbaMonde, UrbaSEN | Client : Conseil exécutif des transports urbains de Dakar (Cetud)



- ↑ *Penc* (arbre à palabres en wolof) mobile, Pépinière urbaine de Dakar. © Studio Baïnem
- ↗ Aménagement piéton aux Parcelles assainies, Pépinière urbaine de Dakar. © FSH/UrbaSEN

 **LES ACTIONS MENÉES EN 2023 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 10 ET 11.**





UN EMPLOI DÉCENT POUR TOUTES ET TOUS

L'insertion réussie des citoyen-ne-s, et particulièrement des jeunes, sur le marché de l'emploi participe au développement des pays. Cherchant à promouvoir une insertion intégrale des jeunesses par ses actions, le Gret accompagne des dispositifs d'orientation, de formation et d'insertion professionnelles, favorisant l'entrepreneuriat, tout en prenant en compte les dimensions environnementales, climatiques, sociales et citoyennes. Le Gret contribue ainsi à faciliter pour les femmes et les hommes un accès équitable à un emploi décent et durable, ancré dans les réalités économiques et sociales locales. En renforçant leurs compétences sur les trois dimensions de l'insertion intégrale, il leur permet également de devenir de véritables acteurs de changement.

6 PAYS D'INTERVENTION

Congo, Guinée, Haïti, Mali,
Mauritanie, Sénégal



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2023

HAÏTI

SOUTENIR L'INSERTION DES JEUNES ET RÉDUIRE LA VIOLENCE COMMUNAUTAIRE

En Haïti, en proie à une crise systémique généralisée, la violence est le lot quotidien de millions de personnes qui, ne pouvant ou ne voulant pas fuir leur pays, sont contraintes de composer avec un quotidien de « survie ». Les jeunes sont parmi les plus touchés. Souvent stigmatisés ou exclus, en manque d'ancrage collectif, ils et elles peinent à s'intégrer dans la paix au sein d'activités économiques

et sociales durables. Dans ce contexte particulièrement difficile, les équipes du Gret, convaincues que la revitalisation du tissu économique et social dans les quartiers contribue à la réduction des pratiques violentes, ont lancé le projet Pair¹. Ce projet cherche à générer une création régulière d'emplois à destination des jeunes au travers d'initiatives pérennes d'entrepreneuriat social à petite et moyenne échelle, dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Elles sont accompagnées d'activités sportives, culturelles et de médiation locale.

Le projet s'appuie sur une logique de fonds d'appui permettant de donner aux acteurs de terrain les clés pour tester et développer de nouvelles dynamiques économiques portées

¹. Projet d'appui à l'insertion des jeunes et à la réduction de la violence communautaire.

pour et par les jeunes. Cette approche privilégie l'autonomie et l'appropriation locale. Le Gret se positionne ainsi en appui aux acteurs locaux (associations, entreprises, écoles professionnelles, groupes de jeunes), sans se substituer à leur action.

2023-2026 / Budget : 4 M€ / Financement : UE

MAURITANIE

DES MÉTIERS POUR L'AVENIR

La Mauritanie se caractérise par la jeunesse de sa population. Chaque année, entre 25 000 à 30 000 jeunes arrivent sur le marché du travail que l'économie officielle ne peut absorber. En conséquence, la plupart des jeunes n'ont d'autres solutions que de se tourner vers les emplois du secteur informel.

Le programme Safire, placé sous la tutelle du ministère mauritanien de l'Emploi et de la Formation professionnelle, œuvre pour le renforcement des liens urbains-ruraux, la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la création d'opportunités économiques et d'insertion socio-professionnelle des populations les plus vulnérables. L'action du Gret s'inscrit dans ce programme.

En partenariat avec Caritas Mauritanie, il a facilité l'insertion de 1 108 jeunes dont plus de 800 femmes qui ont pu se former et développer leur activité professionnelle vers un emploi durable et décent dans les métiers classiques comme la soudure ou la pâtisserie, les métiers verts ou ruraux, ou encore dans les métiers innovants comme l'animation socio-sportive dans les quartiers.

Dans la commune de Rosso, Marième Sidi Guaye, couturière, a été formée par le Gret aux techniques de tissage et de vente de nattes en roseau typha. Elle a ensuite transmis ses connaissances aux autres tisseuses d'une coopérative de femmes. Elle témoigne : « Si nous avons besoin de nattes, nous pouvons aller couper du typha et en confectionner nous-mêmes. Et la vente nous permet de subvenir à nos besoins. »

Ces activités ont donné lieu à une exposition itinérante témoignant de l'insertion de ces jeunes. L'exposition a été présentée dans plusieurs localités

en Mauritanie et au sein du Jardin d'agronomie tropicale de Paris.

2019-2023 / Budget : 3 M€ / Financement : UE / Partenaire : Caritas Mauritanie

SÉNÉGAL

LA FORMATION PAR APPRENTISSAGE AU SERVICE DE L'EMPLOYABILITÉ DES JEUNES VULNÉRABLES

Située dans la partie sud du Sénégal, la région de Kolda se caractérise par la jeunesse de sa population et un taux de pauvreté (77,5 %) et de chômage (21,7 %) importants. Toutefois, en dépit d'un besoin croissant de compétences dans le secteur agricole, les entreprises de la région sont souvent contraintes de recruter ailleurs, en raison du manque de main-d'œuvre locale qualifiée. Dans ce contexte, le Gret a mené le projet QualEmploi. Achevé en 2020, il visait à accroître la qualification professionnelle des jeunes en développant une approche de formation par apprentissage de type dual². Cette première initiative a permis de démontrer que pour améliorer durablement l'employabilité des jeunes, il était essentiel de développer des formations qualifiantes, courtes et adaptées aux besoins du marché, et de les intégrer dans les filières de formation des Centres de formation professionnelle (CFP).

Le projet Pacifa est né dans le sillage de QualEmploi. Afin de pérenniser les filières de formation développées et l'approche de formation dual, le projet a été réalisé en partenariat avec quatre CFP de la région. Ces centres ont été les acteurs centraux du dispositif de mise en œuvre du projet, positionnant la mission du Gret sur les besoins d'appui technique et de suivi. Ce projet répond en cela aux orientations du Plan Sénégal émergent et à la loi d'orientation 2015-01, qui place les CFP au cœur de la formation professionnelle, de l'apprentissage, de l'artisanat et de l'insertion.

Fatou Mendy fait partie des nombreuses jeunes femmes accompagnées dans le cadre de Pacifa. Elle témoigne ainsi :

2. L'apprentissage dual est une combinaison d'enseignements généraux, professionnels ou technologiques dans des centres de formation et, en alternance, des apprentissages en milieu professionnel en lien avec la formation reçue pour une acquisition des savoir-faire.



PUBLIÉ EN 2023

Les « soft skills », un atout pour favoriser l'insertion intégrale des jeunes ?, Bacos F., Gret, 8 p., Note de synthèse Convention programme Jade, n° 2.

« J'ai suivi une formation en conduite et maintenance des engins agricoles. Je tiens à souligner que la conduite automobile a toujours été un rêve pour moi et cette formation m'a permis de le réaliser. Aujourd'hui, je suis en mesure de conduire un engin agricole et de valoriser mes compétences tant au niveau local qu'ailleurs ».

2021-2024 / Budget : 380 K€ / Partenaires : CFP de Kolda, CRFP de Kolda, CFP de Dabo, CFP de Kounkané



- ↑ Formation en conduite et maintenance d'engins agricoles au Sénégal, projet Pacifa.
- ↗ Couturière formée au tissage de nattes en roseau typha à Rosso en Mauritanie, projet Safire.

LES ACTIONS MENÉES EN 2023 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 5, 8 ET 10.



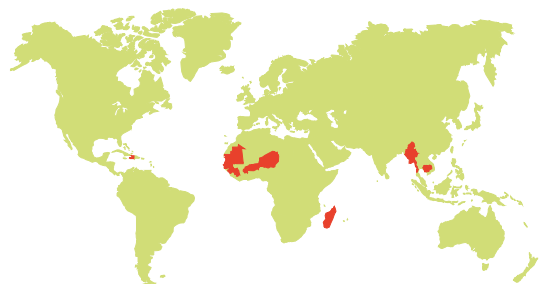


UNE ALIMENTATION SAINES ET DES SOINS DE QUALITÉ

Contribuer au bien-être de toutes et tous à tout âge et améliorer la nutrition des plus vulnérables passe par le renforcement de l'accès à une alimentation saine et équilibrée ainsi qu'à des soins de santé de qualité. C'est pour atteindre ces objectifs que le Gret améliore les régimes alimentaires ainsi que les connaissances et pratiques de soins des plus vulnérables, principalement des femmes et des enfants de moins de cinq ans. Il renforce également les systèmes de santé ainsi que les dispositifs de protection sociale.

9 PAYS D'INTERVENTION

Burkina Faso, Cambodge, Guinée, Haïti, Madagascar, Mauritanie, Myanmar, Niger, Sénégal



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2023

CAMBODGE

ÉTENDRE LA SÉCURITÉ SOCIALE AUX POPULATIONS RURALES

Au Cambodge, la population rurale qui représente plus de 75 % de la population totale est confrontée à des taux de pauvreté plus élevés. Elle est également particulièrement exposée au changement climatique et aux risques sanitaires qui en découlent.

Dans ce contexte, l'organisme national de sécurité sociale cambodgien (National Social Security Fund – NSSF) et le Gret mènent un projet sur la faisabilité d'une extension de l'assurance maladie aux populations rurales. Intitulé « Renforcer l'assurance sociale

adaptée au climat », il met l'accent sur les populations travaillant en milieu rural. Ces dernières figurent parmi les plus vulnérables au changement climatique, dont les effets ont un impact sur la production alimentaire, leurs revenus, leur nutrition et leur santé. Le projet analyse les conditions nécessaires à l'inclusion de ces populations, ainsi que le contexte juridique et financier avec pour objectif à terme, la mise en place d'un programme complet de sécurité sociale.

La coopération entre le NSSF et le Gret qui au cours des dernières années s'est concentrée sur l'inscription des groupes vulnérables aux régimes de sécurité sociale, s'inscrit dans l'ambition du gouvernement cambodgien de mettre en place la couverture maladie universelle à l'horizon 2030.

2023-2025 | Budget : 750 K€ | Financement : AFD | Partenaires : ANANT, MSA, NSSF

MADAGASCAR

RENFORCER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES, DE SANTÉ ET D'ÉDUCATION POUR LA NUTRITION

À Madagascar, plus d'un tiers des ménages ruraux sont victimes de l'insécurité alimentaire et la malnutrition chronique touche un enfant sur deux. Dans ce contexte, le gouvernement malgache a mis en place le Plan national d'actions multisectorielles de nutrition (2022-2026). Le projet Tambatra (« Ensemble » en malgache) qui vise à renforcer les systèmes alimentaires, de santé et d'éducation pour la nutrition, s'inscrit pleinement dans la mise en œuvre de ce plan.

Le projet a été initialement mené dans deux communes rurales de Fieferana et Manadriana (région Analamanga) pour se déployer en 2023 dans la commune de Vilihazo. Son objectif est de prévenir durablement la malnutrition chronique par la promotion et la mise en place de systèmes alimentaires plus durables et favorables à la nutrition. Il s'agit de renforcer, d'une part, les approches multisectorielles de lutte contre la malnutrition et, d'autre part, la collaboration entre les différents acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (services de santé de base, écoles primaires publiques, organisations paysannes, collectivités locales, institutions publiques, etc.) autour d'approches intégrées.

Les activités sont centrées sur la sensibilisation des ménages et des

enfants d'âge scolaire sur l'alimentation et la nutrition, la promotion de produits fortifiés pour enfants, l'alimentation scolaire, la promotion des pratiques agroécologiques. Ou encore la formation du monde agricole à la nutrition et le renforcement des capacités des personnels de santé en matière de nutrition.

2019-2027 / Budget : 3,9 M€ / Financement : Gouvernement de la Principauté de Monaco / Partenaires : ACF, AVSF, PAM, ONN, UEPLM

MAURITANIE

AMÉLIORER LES PRATIQUES D'ALIMENTATION ET D'HYGIÈNE DU NOURRISSON

En Mauritanie, la malnutrition chronique est un véritable problème de santé publique. Pour lutter contre ce fléau, le ministère mauritanien de la Santé a développé, avec l'aide de l'Unicef, un « plan de passage à l'échelle des pratiques optimales d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant ». Depuis 2018, le Gret accompagne son opérationnalisation dans onze communes et auprès de structures de santé des régions du Gorgol et du Brakna, afin de renforcer les acteurs à différents échelons du système. Le projet Amal s'inscrit dans cette continuité.

Le Gret appuie ainsi la promotion des bonnes pratiques familiales liées à l'alimentation, aux soins et à l'hygiène via des groupes de discussion organisés dans les villages et animés par une centaine de relais communautaires —



LA COMMUNICATION POUR LE CHANGEMENT SOCIAL ET COMPORTEMENTAL

PUBLIÉ EN 2023

La communication pour le changement social et comportemental, Benkahla A., Renault S., Gret, Note de synthèse Asanao, n° 10.

des personnes reconnues comme influentes dans leur communauté. Il cherche également à améliorer l'accès aux solutions alimentaires adaptées aux besoins des jeunes enfants en soutenant des périmètres maraîchers et des unités de production de farines infantiles de qualité à prix abordable.

Enfin, les équipes du Gret contribuent à créer un environnement favorable à l'adoption de bonnes pratiques d'alimentation en appuyant les acteurs institutionnels. Cela passe notamment par l'adoption et le suivi d'une norme de qualité sur les farines infantiles fortifiées, mais aussi par la promotion de l'arrêté mauritanien d'application du code de commercialisation des substituts au lait maternel de l'OMS.

2023-2026 / Budget : 635 K€ / Financement : Gouvernement de la Principauté de Monaco, Unicef



- 📌 Lutte contre la malnutrition chronique en Mauritanie, projet Amal.
- 📌 Protection sociale au Cambodge.

LES ACTIONS MENÉES EN 2023 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 1, 2, 3 ET 5.



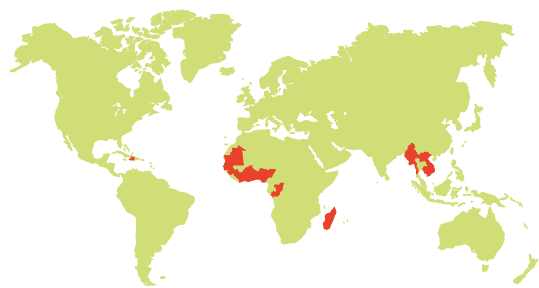


UNE AGRICULTURE ET DES FILIÈRES AGROALIMENTAIRES DURABLES

L'appui à l'agriculture paysanne et aux petites et moyennes entreprises locales est nécessaire pour le développement durable de l'agriculture, des filières agroalimentaires et la sécurité alimentaire. Pour cela, le Gret met en œuvre des projets, des études, capitalisations et formations et contribue aux politiques publiques. Ses actions intègrent notamment le soutien à la juste rémunération des paysan-ne-s et des acteur-ric-e-s de la transformation agroalimentaire, la transition agroécologique, l'approvisionnement des marchés nationaux et régionaux en produits de qualité et la montée en puissance de systèmes alimentaires territorialisés. Elles s'inscrivent aussi dans le renforcement des structures collectives, ainsi que la participation des femmes et des jeunes aux prises de décision.

16 PAYS D'INTERVENTION

Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Congo, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Haïti, Laos, Madagascar, Mauritanie, Myanmar, Nigeria, Sénégal, Togo, Vietnam



QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2023

CAMBODGE, LAOS, MYANMAR

INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES : VALORISER LES FILIÈRES AGRICOLES ET AUGMENTER LES REVENUS DES PRODUCTEURS

En Asie du Sud-Est, le Gret soutient la mise en place ou le renforcement d'indications géographiques¹ pour huit produits, afin d'assurer la reconnais-

1. Une indication géographique (IG) est un signe apposé qui sert à identifier des produits ayant une origine géographique particulière et possédant des qualités ou une renommée dues à ce lieu d'origine.

sance de leurs spécificités gustatives, tout en valorisant leurs terroirs et les modes de production. Il s'agit du riz Paw San de Shwe Bo au Myanmar, du thé Komaen ainsi que des riz Khao Kai Noi de Xiengkhouang et de Houaphan au Laos, du sel marin de Kampot et Kep, du sucre de palme de Kampong Speu, du poivre de Kampot et du miel sauvage de Mondulkiri au Cambodge.

Les équipes du projet accompagnent la structuration de ces filières permettant de renforcer le contrôle qualité et la traçabilité des produits et ouvrir ainsi des débouchés exigeants et plus rémunérateurs pour les producteurs et productrices.

Elles fournissent un soutien direct aux acteurs des filières (cahiers des

charges des IG, capacités de gestion, développement de plans de contrôle et de certification, activités de promotion, etc.) et appuient les départements de la propriété intellectuelle des trois pays pour le développement de leur système de gestion et de protection des IG.

2020-2024 | Budget : 3 M€ | Financement : AFD / Partenaires : Arte-Fact, Certipaq, Cirad, Iram, REDD

MADAGASCAR

RENFORCER LA RÉSILIENCE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Face aux sécheresses récurrentes et à l'insécurité alimentaire chronique dans l'Androy et l'Anosy, au Sud de Madagascar, le Gret mène, en partenariat avec d'autres ONG et des centres de recherche, le projet Afafi Sud. Son objectif : renforcer la résilience des populations face au changement climatique et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ruraux.

Dans ce cadre, le Gret agit pour le développement d'une agroécologie résiliente et pérenne, génératrice de revenus pour les paysan-ne-s. Avec l'ONG malgache CTAS, il travaille notamment à la mise en place de « blocs agroécologiques ». Ces parcelles de dix hectares minimum sur lesquelles sont semées des plantes pluriannuelles, contribuent à l'alimentation des habitant-e-s et fournissent du bois de chauffe. Ces blocs protègent également les cultures annuelles contre les vents secs, restaurent la fertilité des sols et augmentent l'infiltration de l'eau de pluie. Ils favorisent aussi l'alimentation du bétail. Actuellement, ils couvrent une surface d'environ 10 700 hectares et bénéficient à plus de 9 700 ménages. En parallèle, l'ONG AVSF travaille à la diffusion de bonnes pratiques d'élevage et à l'amélioration génétique des chèvres, contribuant également à garantir la sécurité alimentaire des populations.

Le Gret agit aussi pour l'amélioration de la situation nutritionnelle des plus vulnérables, à travers des actions de sensibilisation sur les bonnes pratiques alimentaires, de soins et d'hygiène et la mise en place de périmètres

maraîchers ainsi que d'une unité de production de farine infantile fortifiée dans la ville d'Ambovombe.

2020-2024 | Budget : 3,2 M€ | Financement : AFD, Fondation Avril, Union européenne | Partenaires : AVSF, CTAS, Cirad, Fofifa/Cenraderu

SÉNÉGAL

DANS LE BASSIN ARACHIDIER, DES ORGANISATIONS PAYSANNES RENFORCÉES

Situé dans la région naturelle du Sine Saloum, au centre du Sénégal, le bassin arachidier regroupe à lui seul 57 % des terres cultivables du pays. L'arachide, le mil, le sorgho, le niébé et le maraîchage sont les principales cultures. De nombreux agriculteurs et agricultrices peinent pourtant à assurer une offre de produits en quantité et qualité régulière et à vivre de leur activité. En cause, des difficultés organisationnelles mais aussi l'absence de services techniques, financiers et commerciaux leur permettant d'accéder à des marchés rémunérateurs.

Pour leur assurer des débouchés commerciaux plus prometteurs et une véritable stabilité économique, Humundi et le Gret favorisent la contractualisation entre des organisations paysannes et des entreprises agroalimentaires du territoire, dans le cadre du projet Opess.

Ils accompagnent plus particulièrement trois organisations paysannes faitières et leurs membres dans les départements de Kaffrine, Mbirkilane et Guinguinéo, notamment pour l'amélioration de leur organisation interne et leur gouvernance, le développement de services pour leurs membres et une gestion plus efficace de leurs ressources.

« Nous avons pu transformer notre organisation et ouvrir de nouvelles opportunités pour nos membres. Nous sommes fiers de contribuer ainsi à l'essor de l'agriculture locale », se réjouit Balla Gaye, président de l'ADAK, l'une des organisations faitières accompagnées, également partenaire du projet.

2021-2023 | Budget : 5,5 K€ | Financement : Enabel | Partenaires : ADAK, Humundi



PUBLIÉ EN 2023

Les politiques commerciales et l'agriculture dans les pays du Sud, Laurent Levard, Gret.



↑ Projet Afafi Sud à Madagascar.

↗ Riz Paw San de Shwe Bo au Myanmar. © SPFMATA

LES ACTIONS MENÉES EN 2023 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 1, 2, 8, 9, 12, 13 ET 15.





UN ACCÈS PARTAGÉ ET SÉCURISÉ AUX TERRES ET AUX RESSOURCES

Le foncier se définit comme la gouvernance de l'accès, de l'usage et du contrôle des terres. Il traduit les relations entre les êtres humains à propos de la terre et touche à des enjeux de sécurité alimentaire, de gestion durable des ressources naturelles, de citoyenneté, de cohésion sociale et de développement économique. À travers ses activités, le Gret contribue à faire reconnaître la multiplicité des droits et usages sur la terre et les ressources des territoires. Il cherche à promouvoir des dispositifs locaux de gestion des terres et des ressources naturelles, en s'appuyant sur des enceintes de gouvernance locales, inclusives et décentralisées.

12 PAYS D'INTERVENTION

Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Côte d'Ivoire, Guinée, Laos, Madagascar, Mauritanie, Myanmar, Niger, Sénégal, Vietnam

QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2023

BURKINA FASO

RÉACTIVER LES LEVIERS DU « VIVRE ENSEMBLE »

La zone frontalière du Liptako Gourma — qui s'étend sur des parties du Burkina Faso, du Mali et du Niger — est marquée par une concentration de défis combinant menaces sécuritaires et vulnérabilités économiques, sociales et climatiques des habitant·e·s. Le projet régional Trois Frontières coordonné par l'Iram et mené par le Gret et ses partenaires au Burkina Faso appuie le développement socio-économique et renforce la cohésion sociale dans 25 communes frontalières des régions du Nord et du Sahel.

Afin de réactiver les leviers du « vivre ensemble », les équipes du projet travaillent au renforcement des filières agropastorales (organisations de producteur-rice-s et d'éleveur·euse-s) pour générer des emplois et des revenus et favoriser une gestion concertée et pacifiée des ressources naturelles. Elles appuient le financement d'infrastructures socio-économiques portées par les collectivités territoriales frontalières des deux régions, afin qu'elles puissent rendre disponibles aux populations des équipements, infrastructures et services prioritaires au regard de l'apaisement des conflits. Elles soutiennent enfin la création d'espaces de dialogue permettant aux différentes composantes des sociétés locales de retrouver leur place et favoriser ainsi une compréhension commune des dynamiques de crises et conflits et des enjeux de cohésion sociale.

Malgré un contexte politique, socio-économique et sécuritaire difficile au second trimestre 2023, impactant les conditions de travail dans cette zone, les activités ont pu être reprises par les équipes.

2019-2024 | Budget : 8,2 M€ | Financement : AFD / Partenaires : AVSF, Ciedel, Iram

NIGER

SOUTENIR L'INTÉGRATION D'UNE « APPROCHE SENSIBLE AU CONFLIT » DANS UN PROJET

L'ONG nigérienne Karkara mène un projet financé par l'AFD pour l'amélioration de la sécurité alimentaire de ménages vulnérables dans les régions de Diffa et Zindar. En 2023, l'ONG a été amenée à intervenir dans la commune de Chétimari (région de Diffa), un territoire impacté par le conflit lié à Boko Haram et devenu zone de refuge pour les populations fuyant les violences de part et d'autres des frontières avec le Tchad et le Nigeria.

Pour appuyer Karkara dans la formalisation et l'intégration d'une « approche sensible au conflit » garantissant la sécurité des différentes parties prenantes au projet, l'AFD a fait appel au Gret. Partant du constat que toute intervention a un impact sur son environnement, la « sensibilité au conflit » est entendue comme un processus impliquant de comprendre le contexte, d'être en capacité d'analyser les relations entre le projet et le contexte, et d'adapter au besoin les activités afin de ne pas exacerber davantage les tensions (« ne pas nuire ») et s'efforcer de maximiser les effets positifs du projet et sa possible contribution à la paix.

L'équipe du Gret, composée de quatre experts aux profils complémentaires, alliant connaissance fine du contexte et maîtrise des enjeux d'intervention des projets de développement en contexte de crise, a ainsi produit une analyse contextuelle des dynamiques de la crise dans les deux régions d'intervention du projet. Celle-ci était centrée sur une perspective historique des processus de montée et de transformation des violences dans les territoires et ses impacts en termes de tensions communautaires et de déplacements, mais aussi sur les processus d'apaisement

des rapports entre les différentes composantes des sociétés locales.

Cette analyse a servi de base pour renforcer les approches « ne pas nuire » développées par l'ONG Karkara (nouvelles activités pour garantir l'intégration des populations, identification des nouvelles zones d'intervention, etc.). Les équipes ont proposé des adaptations au système de suivi-évaluation du projet pour qu'il puisse intégrer des dimensions qualitatives et la mise en place par Karkara d'une démarche réflexive sur les effets de ses actions sur les tensions en cours dans les territoires d'intervention.

2023-2024 | Budget : 40 K€ | Financement : AFD

MAURITANIE

INGÉNIERIE SOCIALE ET INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS RURAUX AU GUIDIMAKHA

Au Guidimakha, région agropastorale, le Gret mène des actions visant à améliorer de façon durable et équitable, l'accès aux services et infrastructures productives agropastorales des populations vulnérables. L'objectif est de contribuer à renforcer la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. À partir d'action d'ingénierie sociale (diagnostics socio-fonciers, concertations communautaires, mise en place d'ententes foncières, etc.), le projet a contribué à construire une vision partagée des ressources disponibles, ainsi qu'à identifier et réaliser de petits ouvrages collectifs (notamment des barrages pour la création de nouveaux champs irrigués).

En parallèle, les équipes ont appuyé la mise en place de comités de gestion de ces ouvrages. Ces comités n'ayant pas de statut juridique, la gestion, la maintenance et la pérennisation des ouvrages restent une question centrale. Ainsi, Enabel — partenaire du Gret sur ce projet — travaille avec plusieurs ministères pour accompagner la création d'organisations socioprofessionnelles de gestion des infrastructures agropastorales officialisées par décret, capables d'assurer, par délégation, une gestion rationnelle et transparente des infrastructures. Dans cette optique, le Gret a mené des actions de professionnalisation des groupements pour assurer la



PUBLIÉ EN 2023

Communities at the Core of Protected Area Management: Learning from customary tenure documentation experiences in Cambodia, MRLG Case Study Series #8, MRLG, WCS, HA

→ À retrouver sur mrlg.org/publications

pérennité économique des structures. Des ateliers de formation et de sensibilisation, à destination des acteurs publics locaux et régionaux, renforcés par un travail de suivi sur le terrain, ont été organisés afin de présenter le projet de décrets et les préparer à la contractualisation avec l'État.

2020-2024 | Budget : 1,1 M€ | Financement : UE / Partenaire : Enabel



- ↑ École construite à Ouahigouya au Burkina Faso, projet Trois Frontières.
- ↗ Construction de barrage en Mauritanie, projet Rimdir.

LES ACTIONS MENÉES EN 2023 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 1 ET 5.



GENRE

RÉDUIRE LES INÉGALITÉS FEMMES-HOMMES ET
DÉSAMORCER LES STÉRÉOTYPES DE GENRE3 QUESTIONS À
MÉLANIE CANINO,
RESPONSABLE GENRE
AU GRET

La prise en compte des dynamiques de genre et la lutte contre les inégalités femmes-hommes font partie des principes d'action du Gret. Comment cela se décline-t-il dans ses projets ?

Nous essayons de mener des projets les plus « sensibles au genre » possible. Nous nous efforçons de les penser de telle sorte qu'à minima, aucun projet du Gret ne contribue à creuser les inégalités femmes-hommes. Par ailleurs, nous initions un nombre croissant de projets qui visent la réduction des inégalités femmes-hommes et permettent de désamorcer les stéréotypes de genre.

C'est le cas du projet Aintsoa qui, à Madagascar, agit sur les causes sous-jacentes de la malnutrition. L'un de ses objectifs directs est de transformer les rôles et les relations de genre. Dans ce cadre, les équipes du Gret œuvrent notamment à impliquer les hommes et les pères dans la prise en charge de l'alimentation et des soins des enfants. En 2023, nous avons également élaboré un projet d'éducation digitale à destination des jeunes femmes au Vietnam, dans une perspective d'*empowerment*. Il doit leur permettre de mieux s'intégrer sur le marché du travail, de créer des réseaux de solidarité et d'entraide, de se prémunir du harcèlement en ligne, etc.

Nous avons aussi organisé une série de formations au Congo auprès de l'équipe du projet Novai, dont l'un des objectifs est de renforcer la participation des communautés dans la gouvernance locale des services d'assainissement. Les équipes se sont

rendu compte que les femmes avaient du mal à accéder aux réunions organisées dans le cadre du projet, car elles étaient en langue française — une langue généralement accessible aux personnes les plus formées. Les équipes ont

ainsi décidé de les tenir en langue locale. Cet ajustement, très simple, a réellement permis d'augmenter la participation des femmes.

La prise en compte du genre se décline également en interne au Gret. Comment ?

En 2023, nous avons poursuivi notre réflexion sur la prise en compte du genre dans les ressources humaines. Nous nous appuyons pour cela sur un réseau de référent-e-s genre dans les quatorze pays de représentation du Gret, que nous avons pu réunir au siège en 2023. Nous avons ainsi mené une réflexion collective sur les façons de promouvoir la parité de nos équipes, en agissant non seulement sur le recrutement, mais aussi sur les conditions de travail des salariées, la formation continue, la prévention des violences sexistes au travail, etc.

Nous poursuivons également notre engagement à former nos équipes *via* un dispositif de formations en e-learning accessible à tou-te-s, ainsi que par des formations *ad hoc* délivrées aux équipes projet, rassemblant des salarié-e-s et des partenaires.

Quelles sont les défis pour l'avenir ?

Ils sont nombreux. La montée des crises climatiques, des conflits et des violences sont toujours des menaces pour l'égalité de genre. Nous le voyons bien au Sahel, par exemple, où le Gret mène de nombreux projets et dont certaines régions sont actuellement en proie à des crises sécuritaires, socio-économiques et climatiques.



- ↑ Intégration des hommes dans la nutrition des enfants à Madagascar, projet Aintsoa.
- ↘ Opérateur de l'électricité au Cambodge, projet Access to finance.

Les femmes déplacées cumulent les vulnérabilités et l'on observe une recrudescence des violences, de mariages précoces et forcés, ainsi que des phénomènes de prostitution forcée.

Il est aussi toujours important de prêter une attention accrue aux phénomènes de « retour de bâton », y compris dans le cadre de nos projets. Quand les femmes gagnent en capacité d'action et en pouvoir économique, elles deviennent de ce fait plus revendicatrices de leurs droits. Mais il faut que la société soit préparée pour accueillir ces changements, sans quoi cela est susceptible de se retourner contre elles, avec des violences conjugales, par exemple. Les actions doivent ainsi toujours s'accompagner d'une transformation sociale plus globale. On n'intègre pas le genre dans nos projets en ne travaillant qu'avec les femmes, mais aussi avec les hommes pour les préparer à devenir parties prenantes et facilitateurs des changements sociaux.

Notre approche se veut également intersectionnelle, dans la mesure où la prise en compte du genre va de pair avec celle d'autres grands enjeux, tels que l'âge, l'ethnicité, le statut socio-économique, le handicap, etc.



URGENCE ÉCOLOGIQUE

Face aux urgences écologiques, le Gret se mobilise sur la durée, en mettant en œuvre la stratégie « transition écologique » adoptée par l'organisation en 2022. Elle inclut un objectif de réduction des émissions générées par ses modes d'intervention et la prise en compte des enjeux climat et biodiversité, dans l'ensemble de ses actions. Le Gret cherche également à prendre du recul, en capitalisant sur ses démarches et en s'ouvrant à des approches plurielles de l'écologie.

En 2023, le Gret a organisé sa première COP interne pour réaliser un bilan collectif des initiatives engagées au siège et dans l'ensemble de ses pays de représentation. Il a également finalisé l'empreinte carbone de son siège et de sa représentation au Congo. Concernant les missions en avion, principal poste d'émissions, l'assemblée générale a pris des décisions structurantes : interdiction des vols avec escales si un vol direct est possible, interdiction des vols si une alternative bas carbone de moins de six heures est possible, organisation un an sur deux des temps de rencontres au siège relatives à la vie associative.

Sur le terrain, le Gret a initié de nouveaux projets associés à de nombreuses thématiques : réalisation, en Guinée, d'une feuille de route

« Gire¹ et Climat » en zone rurale, accompagnement du volet « environnement » du programme Jade² pour l'insertion intégrale des jeunes, étude sur la protection sociale adaptée au climat au Cambodge... Ces projets sont généralement l'aboutissement d'un travail interne de formation et de capitalisation, mené en amont.

Le Gret s'emploie également à promouvoir des approches plurielles de l'écologie. Grâce à un réseau de référent-e-s « transition écologique » présent-e-s dans l'ensemble de ses pays de représentation, il enrichit sans cesse sa démarche face à la diversité des contextes. Le Gret a aussi contribué, avec le F3E, à des démarches collectives en partageant et débattant des approches multiples de l'écologie entre différents continents. Ou encore en copilotant, avec le Geres, au sein du Groupe Initiatives, une publication sur la responsabilité climatique des organisations. Le Gret co-anime aussi la Commission Climat et développement de Coordination Sud.

ÉCONOMIE ET FINANCES INCLUSIVES

Les initiatives du Gret favorisent l'entrepreneuriat et, plus globalement, le développement de l'économie dans ses dimensions sociales et solidaires. Au-delà du cadre financier conventionnel, la finance et plus largement l'économie inclusive permettent l'accès à des services essentiels. Elles donnent notamment la possibilité à celles et ceux qui n'ont pas accès au secteur financier traditionnel, d'obtenir des crédits afin de financer des activités économiques. Il s'agit d'un enjeu fort pour les pays en développement.

Le Gret utilise le financement comme un outil au service du développement d'autres secteurs, et concentre ses actions innovantes autour de la finance rurale et agricole, l'entrepreneuriat des jeunes, l'appui aux TPME, l'économie verte et l'accès à l'eau, à l'assainissement, à l'électricité.

Le Gret renforce aussi des institutions financières en leur apportant un appui technique afin qu'elles répondent aux besoins de financement de PME

souvent informelles ou, plus généralement, des acteur-ric-e-s exclu-e-s du secteur financier traditionnel.

Au Cambodge, pour améliorer les conditions d'accès à l'eau et à l'électricité, le Gret mène le projet « Access to finance »³. Son objectif est de faciliter l'accès des petits opérateurs privés de l'eau et de l'électricité à une offre de financement adaptée auprès des banques afin qu'ils puissent étendre, améliorer ou renouveler les infrastructures existantes. Les banques cambodgiennes ont longtemps considéré qu'il était trop risqué d'accorder des prêts aux TPME. Ces dernières n'ont donc souvent pas d'autre choix que de se tourner vers des prêts informels, dont les taux d'intérêts sont extrêmement élevés. Après un travail de formalisation et de structuration du secteur mené sur un temps long par les équipes du Gret, le projet a permis — dans une première phase — d'aider les petits opérateurs à clôturer leurs prêts informels pour en contracter de nouveaux auprès de la Foreign Trade Bank, une banque commerciale cambodgienne. Depuis 2023, le Gret et ses partenaires⁴ soutiennent cette banque pour l'émission des prêts. En parallèle, le projet apporte une assistance technique à une dizaine de prestataires fournissant des services techniques et de gestion afin qu'ils jouent un rôle d'intermédiaire entre les institutions bancaires et les petites entreprises. ■

1. Gestion intégrée des ressources en eau.
2. Convention programme « Jeunes actrices du monde de demain », financée par l'AFD.
3. Soutenu par l'AFD.
4. Mekong Strategic Capital, Artelia et Sevea.





NOTRE ORGANISATION

ÊTRE UNE ORGANISATION INTERNATIONALE COMPOSÉE DE 788 PROFESSIONNEL·LE·S, C'EST AVANT TOUT SAVOIR « FAIRE COMMUN » !

“ Faire commun, c'est être en capacité de faire vivre une intelligence collective où chacun et chacune a la possibilité par son engagement, son savoir-faire, ses compétences, mais aussi en adéquation avec sa personnalité, sa culture et son histoire, de contribuer à lutter contre les inégalités et la pauvreté. Tout cela s'agrège alors dans une compétence collective et dans un esprit critique qui fait l'identité du Gret.

Cette compétence, nous la devons en grande partie à notre capacité à coopérer dans la diversité, vers un objectif commun. Elle s'incarne dans des équipes professionnelles, réparties entre notre siège et les terrains d'intervention, et dont la vocation est de conjuguer une

expertise pointue avec une approche « territoire » construite au plus près des habitant·e·s, avec des partenaires locaux, sur un temps long. C'est ainsi que nous pouvons intervenir dans la durée de manière pertinente.

Pour réaliser cette ambition, le Gret s'est doté d'une structuration en équipes thématiques, en équipes pays et, plus récemment, en équipe régionale (en Asie du Sud-Est).

Une stratégie de déconcentration en cours de déploiement doit permettre de donner encore plus de capacités d'initiative aux praticien·ne·s des pays avec la mise en place d'une expertise « d'accompagnement ». Pour travailler cette cohésion opérationnelle malgré la diversité des contextes et la complexité croissante des procédures de mise en œuvre des projets, le Gret développe un programme de formation par les pairs. Ainsi, tout en gardant la diversité qui fait la richesse de notre organisation, le Gret se donne un référentiel commun, espace de problématisation des défis que nous avons à relever.



Luc Arnaud,
directeur général du Gret

UNE GOUVERNANCE DÉCONCENTRÉE

Le Gret est une association internationale composée de 298 membres, pour la plupart issu-e-s de ses pays de représentation.

Les grandes orientations sont prises par l'assemblée générale qui réunit deux fois par an l'ensemble des membres de l'association. Celle-ci est composée à la fois de membres titulaires — salarié-e-s du Gret ayant décidé de poursuivre leur engagement opérationnel dans

un engagement associatif —, et de membres associé-e-s — personnes physiques et morales, publiques ou privées — qui adhèrent à l'objet de l'association.

L'assemblée générale élit un conseil d'administration dont le ou la président-e est élu-e pour quatre années renouvelables. Les membres de l'association désignent également leur directeur général, pour un mandat de quatre ans renouvelable. ■

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

MEMBRES EXTERNES

Henry de Cazotte,
Président

Ancien directeur à l'AFD

Iharizaka Rahaingoson,
Trésorier

Chef d'entreprise

Aude Flogny

Ancienne directrice du département de gestion du portefeuille et des appuis spécialisés à l'AFD

Béatrice de Durfort

Ancienne déléguée générale du Centre français des fonds et fondations, vice-présidente de la Fédération pour la recherche sur le cerveau

Bérangère Quincy

Diplomate

Chantal Monvois

Ancienne déléguée générale de la Fondation AgroParisTech

Myriam Bincaille

Ancienne déléguée générale de la Fondation Suez

Pierre Jacquemot

Diplomate, essayiste et universitaire

Sébastien Mosneron-Dupin

Chef du service de la commission des affaires économiques du Sénat, ancien directeur général d'Expertise France

Sophie Lerouvillois

Chargée de gestion RH/Paie

OBSERVATEUR-RICE-S

Barbara Dufour

Présidente d'AVSF

Émilie Klander

Déléguée aux affaires publiques au Cirad

Henri Rouillé d'Orfeuill

Ingénieur agronome, membre fondateur du Gret

MEMBRES REPRÉSENTANT-E-S ÉLU-E-S DU PERSONNEL

Justine Scholle

Responsable de projets systèmes alimentaires et agricoles durables

Marion Disdier

Responsable communication et référente Amérique latine

Il existe également au sein du Gret d'autres instances, et notamment :

UN COMITÉ D'AUDIT

animé par Martine Huneau

Iharizaka Rahaingoson

Trésorier

Muriel Leclercq

Personnalité extérieure qualifiée

Sophie Lerouvillois

Chargée de gestion RH/Paie

UN COMITÉ D'ÉTHIQUE

en lien avec les partenariats privés

animé par Agathe Cousin

Henry de Cazotte

Président

Luc Arnaud

Directeur général

Clémence

Boulle-Martinaud

Responsable de programme santé et nutrition

Samassa Nalla

Représentant du Gret au Burkina Faso



UNE ÉQUIPE INTERNATIONALE ET SOUDÉE



Au 31 décembre 2023, 788 professionnel-le-s déployaient leurs savoir-faire en conjuguant expertise technique (agronomie, urbanisme, hydraulique, économie, anthropologie, nutrition, sociologie, communication, etc.) et compétence en conduite de projet, animation et gestion, pour mener à bien les activités du Gret.

Ces professionnel-le-s se répartissaient ainsi :

- **641 salarié-e-s sous contrat de droit local** dans les pays d'intervention;
- **111 salarié-e-s au siège**;
- **30 salarié-e-s expatrié-e-s**;
- **6 volontaires de solidarité internationale.** ■

15 BUREAUX DE REPRÉSENTATION

- **ASIE DU SUD-EST** : Damien Lagandré
- **BURKINA FASO** : Samassa Nalla
- **CAMBODGE** : Keo Socheata
- **CONGO** : Steve Moukendi
- **GUINÉE** : Jean 14 Koivogui
- **HAÏTI** : Héléne Mauduit
- **LAOS** : Arnaud Vontobel
- **MADAGASCAR** : Claire Kaboré
- **MAURITANIE** : Mamadou Isma Kane
- **MYANMAR** : Kay Khaing Win
- **NIGER** : Moussa Hainikoye Issa
- **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO** : Didas Kouakoua Kedjouani
- **SÉNÉGAL** : Iba Mar Faye
- **TOGO/BÉNIN** : Julien Garnier
- **VIETNAM** : Ninh Huu Nguyen

3 DÉPARTEMENTS

ALIMENTATION ET ÉCONOMIE RURALE

- Prémila Masse
- **Économie et finance inclusives** : Guillaume Lepoutre
 - **Gouvernance foncière** : Amel Benkahla
 - **Systèmes alimentaires** : Laurent Levard

POLITIQUES SOCIALES ET CITOYENNETÉS

- Mirrdyn Denizeau
- **Genre** : Mélanie Canino
 - **Insertion et emploi** : Camille Paquet
 - **Santé et nutrition** : Clémence Boule-Martinaud
 - **Villes et habitats** : Sylvain Leynaud

SERVICES ESSENTIELS ET RESSOURCES NATURELLES

- Mathieu le Corre
- **Ressources naturelles** : Judicaël Fétiveau
 - **Services essentiels locaux** : Estelle Grandidier, Marion Santi
 - **Transition écologique** : Maud Ferrer, Guillaume Quelin

SERVICE COMMUNICATION ET RESSOURCES PRIVÉES

Agathe Cousin et Marion Disdier

DES SERVICES D'APPUI

- **Audit** : Martine Huneau
- **Partenariats et projets innovants** : Olivier Bruyeron
- **Sécurité** : Pascal Valette
- **Systèmes d'information** : Amaury Bertaud
- **Vie associative** : Thierry Rabarijaona

RÉPARTITION DES SALARIÉ-E-S PAR PAYS

AU 31 DÉCEMBRE 2023

- Madagascar → 150
- France → 111
- Myanmar → 93
- Burkina Faso → 92
- Mauritanie → 68
- Sénégal → 54
- Haïti → 43
- Cambodge → 35
- Guinée → 35
- Congo → 34
- Togo → 23
- Laos → 20
- Vietnam → 13
- Niger → 12
- RDC → 3
- Burundi → 1
- Cameroun → 1

NOTRE BUDGET

EN 2023 :

46
MILLIONS
D'EUROS

A près deux années de très forte croissance (+46 % entre 2020 et 2022), le chiffre d'affaires de 2023 est en léger recul par rapport à 2022 et s'établit à 46 481 K€ (en baisse de 4,8 %). Grâce au soutien de nos bailleurs, l'excédent brut d'exploitation s'améliore par rapport à 2022 (+538 K€ contre -757 K€ en 2022).

Le contexte géopolitique complexe a conduit le Gret à adopter une politique de provisions prudentielle avec une augmentation nette de la dotation de 229 K€. Le résultat financier est également défavorable du fait de risques de change accrus dans un certain nombre de ses pays d'intervention (Myanmar, Mauritanie) et s'établit à -296 K€.

Ainsi, le Gret clôture ses comptes à l'équilibre à +19 K€ (par rapport à un déficit de -500 K€ en 2022) et ses fonds propres restent donc stables (4 819 K€ au 31 décembre 2023).

Il conviendra pour 2024 de poursuivre les efforts engagés afin de renouer durablement avec l'équilibre financier et dégager des marges de manœuvre pour continuer à innover, à appuyer nos partenaires et, ensemble, rechercher des solutions durables pour améliorer les conditions de vie des populations vulnérables. ■

Comme chaque année, les comptes du Gret ont été vérifiés et certifiés par le cabinet de commissaires aux comptes Doucet, Beth & Associés.

RÉPARTITION DES BUDGETS 2023 PAR PAYS



54 %
AFRIQUE

Burkina Faso : 12 %
Congo : 5 %
Guinée : 6 %
Madagascar : 13 %
Mali : 1 %
Mauritanie : 7 %
Niger : 1 %
RDC : 1 %
Sénégal : 7 %
Togo : 1 %

18 %
ASIE DU SUD-EST

Cambodge : 5 %
Laos : 3 %
Myanmar : 9 %
Vietnam : 1 %



6 %
CARAÏBES

Haïti : 6 %



22 %
AUTRES PAYS
ET MULTIPAYS

RÉPARTITION DES BUDGETS 2023 PAR ACTIVITÉ

92 %
PROJETS
DE TERRAIN

3 %
EXPERTISES
ET MISSIONS
COURTES

3 %
ÉTUDES,
RECHERCHE ET
CAPITALISATION

2 %
ANIMATION
ET FORMATION

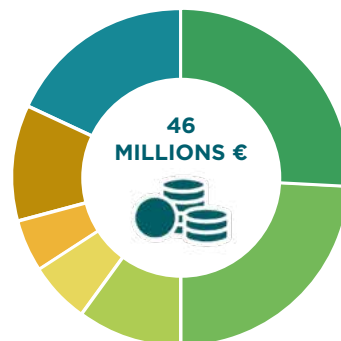
ORIGINE DES FINANCEMENTS

FINANCEMENTS PUBLICS : 82 %

26 % Agence française de développement
24 % Union européenne
10 % Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et fonds publics français
6 % Financements Sud
5 % Coopération décentralisée
11 % Autres fonds

FINANCEMENTS PRIVÉS :

18 % Fondations d'entreprises et autres organisations



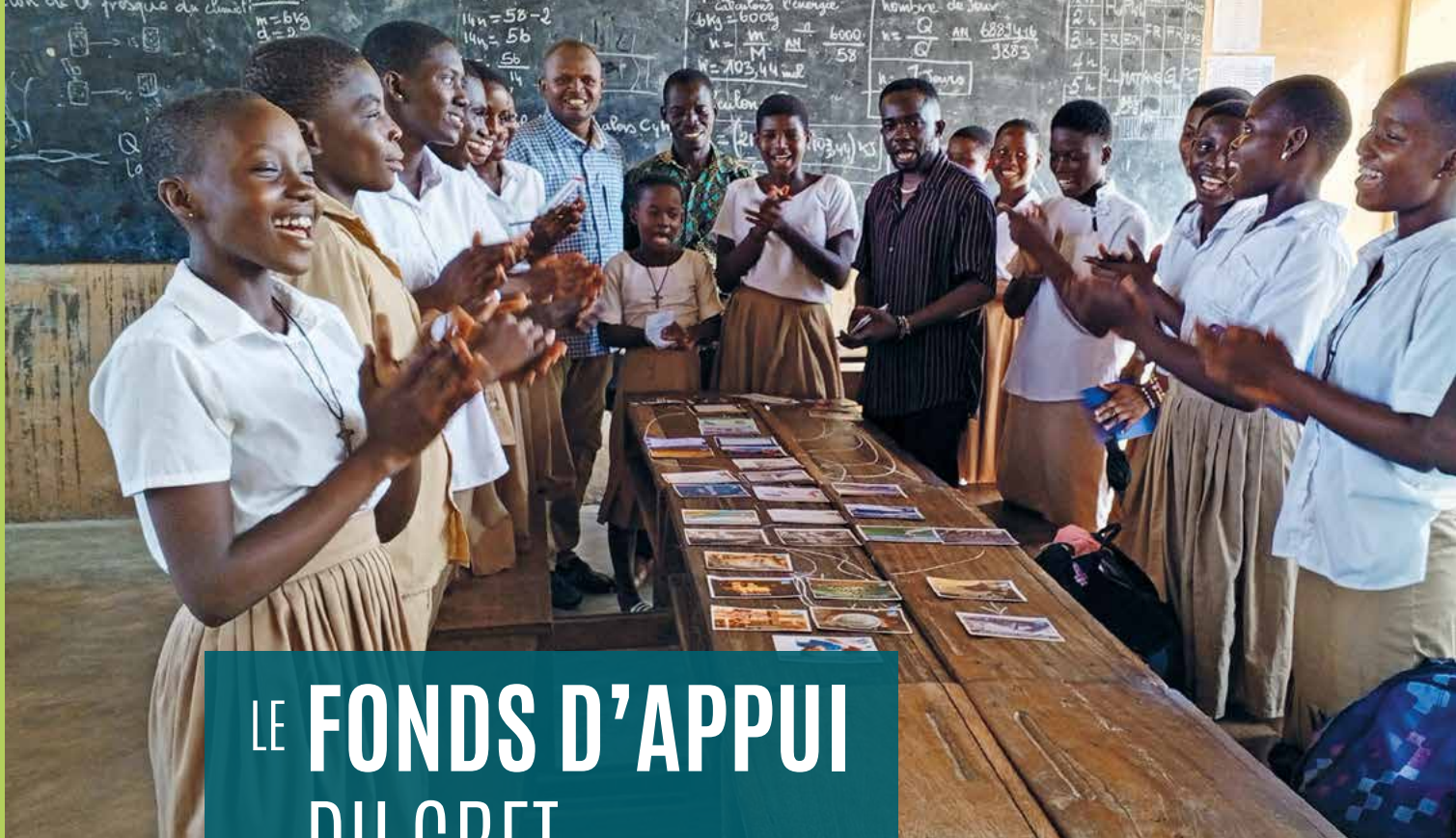
COMPTE DE RÉSULTAT 2023 EN MILLIERS D'EUROS

| | 2023 | % | 2022 | % |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Ventes de livres | 0 | 0 % | 0 | 0 % |
| Production de biens et de services | 45 388 | 97,7 % | 47 520 | 97,4 % |
| Production scientifique | 766 | 1,6 % | 744 | 1,5 % |
| Autres produits | 326 | 0,7 % | 543 | 1,1 % |
| Total production | 46 481 | 100 % | 48 807 | 100 % |
| Charges directes sur activités | -35 417 | -76,2 % | -39 694 | -81,3 % |
| Coût personnel direct sur activités | -6 319 | -13,6 % | -5 562 | -11,4 % |
| Coût personnel de support sur activités | -772 | -1,7 % | -706 | -1,4 % |
| Total consommation | -42 508 | -91,5 % | -45 962 | -94,2 % |
| Marge brute sur activité | 3 973 | 8,5 % | 2 845 | 5,8 % |
| Coût personnel indirect | -2 556 | -5,5 % | -2 560 | -5,2 % |
| Frais généraux siège | -878 | -1,9 % | -1 042 | -2,1 % |
| Total coût de structure | -3 434 | -7,4 % | -3 602 | -7,4 % |
| Excédent brut d'exploitation | 538 | 1,2 % | -757 | -1,6 % |
| Reprise sur risques et charges | 564 | 1,2 % | 846 | 1,7 % |
| Provisions pour risques et charges | -781 | -1,7 % | -475 | -1 % |
| Autres charges | -12 | 0 % | -253 | -0,5 % |
| Résultat d'exploitation | 309 | 0,7 % | -640 | -1,3 % |
| Résultat financier | -296 | -0,6 % | 105 | 0,2 % |
| Résultat exceptionnel | 6 | 0 % | 35 | 0,1 % |
| Impôt sur bénéfice | 0 | 0 % | 0 | 0 % |
| Résultat net avant affectation | 19 | 0 % | -500 | -1 % |
| Fonds dédiés | 0 | 0 % | 0 | 0 % |
| RÉSULTAT NET | 19 | 0 % | -500 | -1 % |

BILAN 2023 EN MILLIERS D'EUROS

| ACTIF | 2023 | 2022 |
|--|----------------|----------------|
| Immobilisations corporelles et incorporelles | 93 | 106 |
| Immobilisations financières | 10 | 8 |
| Participations | 776 | 933 |
| Total immobilisation | 878 | 1 047 |
| Encours de production | 83 136 | 115 363 |
| Clients et autres créances | 15 275 | 13 313 |
| Avances versées sur projets | 18 | 3 |
| Actif circulant | 98 429 | 128 678 |
| Disponibilités | 13 788 | 17 178 |
| Charges constatées d'avance | 76 | 82 |
| Écart de conversion actif | 0 | 0 |
| TOTAL ACTIF | 113 171 | 146 986 |

| PASSIF | 2023 | 2022 |
|-------------------------------|----------------|----------------|
| Fonds associatifs et réserves | 4 801 | 5 300 |
| Résultat | 19 | -500 |
| Fonds dédiés | 0 | 0 |
| Total fonds propres | 4 819 | 4 801 |
| Provisions | 915 | 1 006 |
| Dettes à long terme | 0 | 0 |
| Capitaux permanents | 5 735 | 5 807 |
| Fournisseurs et autres dettes | 7 012 | 10 461 |
| Dettes fiscales et sociales | 1 755 | 1 618 |
| Passif circulant | 8 767 | 12 079 |
| Produits constatés d'avance | 98 669 | 129 100 |
| Écarts de conversion passif | 0 | 0 |
| TOTAL PASSIF | 113 171 | 146 986 |



LE FONDS D'APPUI DU GRET

LE FONDS D'APPUI DU GRET SOUTIEN DES INITIATIVES INNOVANTES PERMETTANT D'AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS VULNÉRABLES, DE PROMOUVOIR LA JUSTICE SOCIALE ET DE PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT. DEPUIS SA CRÉATION EN 2011, IL A FINANCÉ 40 PROJETS GRÂCE À SA DOTATION ET AU SOUTIEN DE DONATEURS.

En 2023, le fonds a mobilisé des ressources importantes pour appuyer des dynamiques citoyennes portées par les jeunes et pour répondre aux besoins urgents au Myanmar. Il a également soutenu deux programmes structurants menés par le GRET et attribué une subvention d'exploitation à l'ONG dans un contexte de crises accrues dans plusieurs de ses pays d'intervention. Au total, près de 2,3 millions d'euros de subventions ont été attribués par le fonds en 2023.

JEUNESSES ET TRANSITIONS

En 2023, les moins de 30 ans représentent 50 % de la population mondiale et 70 % sur le continent africain. Malgré cette place démographique prépondérante, le rôle et les compétences des jeunes sont souvent peu valorisés dans leur environnement social. L'accès à un emploi décent et aux services

essentiels (éducation, santé, logement, alimentation) restent des défis pour de nombreux jeunes, tout comme la prise en compte de leurs préoccupations et aspirations dans la sphère publique, où ils sont peu représentés.

Les jeunes ont un rôle central à jouer dans les multiples transitions (sociale, démographique, écologique, politique, etc.). Pour renforcer ce rôle, le fonds a soutenu deux projets, dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt consacré aux jeunes et aux transitions, pour un montant total de 100 000 euros.

« UN ACTE DE NAISSANCE POUR ET PAR LES JEUNES » AU NIGER

L'acte de naissance est le premier document attestant de l'existence légale d'une personne; c'est en ce sens le premier droit d'un individu. Véritable passeport juridique et citoyen, son absence restreint l'accès aux droits civiques et politiques, économiques et sociaux; elle rend aussi les jeunes plus vulnérables à toutes les formes d'exploitation et de violence, car ils n'existent pas aux

yeux de la justice. Au Niger, près de quatre enfants sur dix n'ont pas d'acte de naissance. Pour répondre à cette problématique, le Gret a lancé un projet qui inclut directement les jeunes dans l'élaboration et la mise en œuvre de solutions. Il accompagnera ainsi un groupe de jeunes étudiant-e-s et professionnel-le-s à mener un diagnostic et une campagne d'obtention d'acte de naissance, grâce à un système de parrainage. Elle sera suivie d'une campagne de sensibilisation intitulée « Mon certificat de naissance, mon assurance-vie » à destination des futurs et jeunes parents.

« ENVIRONNEMENT, JEUNESSES ET CLIMAT » AU TOGO

Le Togo et sa capitale Lomé sont aujourd'hui largement confrontés aux impacts du changement climatique : inondations, érosion côtière, sécheresse, îlots de chaleurs, etc. Formant plus de 60 % de la population togolaise, les jeunes sont les principales victimes du changement climatique qui compromet le tissu socio-économique du pays.

Pour stimuler une prise de conscience des jeunes sur ces enjeux et leur permettre de faire entendre leur voix, le Gret accompagne des lycéen-ne-s de la capitale à partager leurs visions et leurs aspirations à travers des outils numériques et artistiques. L'enjeu est de renforcer leur engagement citoyen, mais aussi de mettre en débat la place de l'écologie dans leur orientation professionnelle. 1 000 jeunes au sein de trois lycées sont impliqués dans ce projet.

RENFORCER LES COMPÉTENCES AU SEIN DU GRET ET DÉVELOPPER DE NOUVEAUX MÉTIERS

En 2023, le fonds a mis en place un nouveau programme de subvention, consacré au renforcement des capacités du Gret. Il a ainsi soutenu deux projets, à l'issue d'un appel à candidature, pour un montant total de 199 000 euros.

LE GRET FORMATEUR

Depuis sa création, le Gret défend une vision du développement fondée sur l'innovation, le professionnalisme et le renforcement des capacités des acteurs locaux. La production et la diffusion de savoirs, ainsi que la réflexion critique, occupent une place centrale dans l'identité de l'ONG. Pour renforcer cette dynamique, le fonds soutient la création d'une nouvelle activité de formation, en s'appuyant

sur les expertises du Gret. En 2023, ce soutien doit permettre de formaliser une offre de formation et de nouer des partenariats avec des universités. L'objectif : permettre aux jeunes professionnel-le-s, étudiant-e-s ou salarié-e-s de se former aux métiers et aux enjeux actuels du développement pour améliorer la qualité des actions de solidarité.

INCUBATEUR EN ASIE DU SUD-EST

Le fonds a soutenu la création d'un incubateur dans quatre pays (Cambodge, Laos, Myanmar, Vietnam) pour renforcer la dynamique régionale et stimuler la capacité des équipes, en particulier des jeunes professionnel-le-s, à proposer des réponses innovantes face aux évolutions rapides que connaissent les pays de la région.

En 2023, le fonds a également attribué deux subventions au Gret.

- Une subvention exceptionnelle de 500 000 euros, en réponse à la crise sociale, sécuritaire et politique qui affecte gravement les conditions de vie des populations du Myanmar.
- Une subvention d'exploitation de 1,5 million d'euros, destinée à soutenir l'ensemble des actions de solidarité de l'ONG en 2023. ■

- ↗ Projet Enjeu Climat au Togo.
- ↘ Incubateur en Asie du Sud-Est.





DIFFÉRENTES FAÇONS DE SOUTENIR LE GRET

PARTENAIRES PUBLICS

En 2023, plus d'une soixantaine de bailleurs publics — agences et banques de développement, organisations internationales, collectivités territoriales et institutions nationales et internationales — ont accordé leur confiance au Gret. Nous leur adressons tous nos remerciements.

Les partenariats privilégiés avec l'Agence française de développement et le Gouvernement de la Principauté de Monaco se sont poursuivis, avec la signature de projets d'envergure notamment au Myanmar pour le premier et la mise en œuvre d'importantes actions en matière de lutte contre la malnutrition pour le second.

Le Gret peut également compter sur la coopération décentralisée. Grâce à des partenariats de longue date avec des organismes comme le Syctom — avec qui il a signé récemment un accord-cadre —, il continue de mener des projets innovants, sur la durée, dans les domaines de la gestion des déchets et de l'eau, notamment. ■

FONDACTIONS, ENTREPRISES ET ORGANISATIONS PHILANTHROPIQUES

Une vingtaine de fondations et d'organisations philanthropiques ont soutenu les actions du Gret en 2023, permettant de lancer de nouveaux projets ou de poursuivre et renforcer des dynamiques initiées sur plusieurs années.

Six nouveaux partenaires nous ont rejoint en 2023 : l'association AEPK, le label EKOenergy, la Fondation Alstom, la Fondation Artelia, la Fondation GoodPlanet, la Fondation Prince Albert II de Monaco. Nous les remercions pour leur confiance.

Nous adressons également nos remerciements à nos partenaires de longue date et à ceux dont les collaborations, initiées les années précédentes, se sont poursuivies en 2023 : Aqua for All, le CFSI, Charity: Water, Crowe Réunion audit and consulting, la Fondation Abbé Pierre, la Fondation Audemars Piguet, la Fondation Avril, la Fondation Bel, la Fondation Eurofins, la Fondation de France, la Fondation Raja-Danièle Marcovici, la Fondation Setec, la Fondation Suez, la Fondation Valorem - Watt for Change, le groupe JAD, Maisons du Monde Foundation, Stone Family Foundation, Waterloo Foundation, Wikimedia Foundation. ■

DONS ET LEGS

Pour continuer à agir en toute autonomie en faveur d'un monde plus juste et plus durable, le Gret diversifie ses ressources. La générosité des citoyen-ne-s, sous forme de dons ou de legs, est essentielle à son action.

FAIRE UN DON AU GRET

Grâce aux dons qu'il reçoit, le Gret peut mener des programmes au service des populations vulnérables. En 2023, une opération de financement participatif a ainsi permis d'améliorer les conditions de vie et la santé des populations d'un quartier de Phnom Penh, au Cambodge, grâce au soutien des membres de l'Amicale des étudiants en pharmacie et des pharmaciens khmers (AEPK).

Les dons permettent au Gret d'agir avec plus de souplesse et de s'adapter plus rapidement aux besoins des populations et à l'évolution des contextes locaux.

← Outil ludique de sensibilisation à la nutrition pour les écoles primaires à Madagascar, projet PFOA.

↘ Gestion intégrée des ressources en eau dans la zone des Niayes au Sénégal, projet Girel.

“ Nous sommes ravis de notre collaboration avec le Gret où nous avons trouvé à la fois des professionnel-le-s d'une grande expertise et des équipes très ouvertes au dialogue. Nous nous retrouvons dans une culture commune pour avancer sur les sujets qui nous animent. ”

Laetitia Bertholet, responsable du Collectif d'action Transition écologique juste et solidaire à la Fondation de France



→ **POUR FAIRE UN DON PONCTUEL OU RÉGULIER AU GRET, RENDEZ-VOUS SUR NOTRE SITE INTERNET**

gret.org/nous-soutenir-don-ong/faire-un-don

Chaque don est éligible à une déduction fiscale de 66 %, dans la limite de 20 % du revenu imposable.

FAIRE UN LEGS AU GRET

Encore peu connue du grand public, la transmission de patrimoine intéresse de plus en plus de personnes qui souhaitent associer leur héritage à une association dont elles partagent les valeurs.

Reconnu d'intérêt général, le Gret a créé un fonds de dotation lui permettant de recevoir des legs, donations et assurance-vie exonérés de droits de succession. Cela signifie que 100 % de la somme transmise sera utilisée pour financer des projets en faveur de la justice sociale et environnementale.

Le fonds d'appui du Gret dispose d'un service dédié, permettant de guider, individuellement et en toute confidentialité, les personnes qui envisagent de transmettre une partie de leur patrimoine. ■

→ **POUR EN SAVOIR PLUS**
transmettre.gret.org





ILS NOUS ONT FAIT CONFIANCE EN 2023

BAILLEURS PUBLICS INTERNATIONAUX ET NATIONAUX

- > AFD – Agence française de développement
- > Ambassade de France à Madagascar
- > Ambassade de France au Laos
- > Ambassade de France au Sénégal
- > Ambassade de France en Haïti
- > Ambassade de France en Mauritanie
- > Ambassade de France en République démocratique du Congo
- > BAD – Banque asiatique de développement
- > BAfD – Banque africaine de développement
- > Banque mondiale
- > CAFI – Initiative pour les forêts de l'Afrique centrale
- > CICR – Comité international de la Croix rouge
- > ENABEL – Agence belge de développement
- > Expertise France
- > FFEM – Fonds français pour l'environnement mondial
- > FMO – Société néerlandaise de financement du développement
- > Fondation Facilité Sahel
- > GIZ – Agence de coopération internationale allemande pour le développement
- > Gouvernement de la Principauté de Monaco
- > KfW – Établissement allemand de crédit pour la reconstruction
- > LIFT – Livelihoods and Food Facility Trust Fund
- > LuxDev – Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement
- > Ministère de l'Environnement et du Développement durable (France)
- > Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (France)
- > NORAD – Agence norvégienne pour le développement international
- > Office français de la biodiversité
- > OIT – Organisation internationale du travail
- > ONU-Habitat
- > PAM – Programme alimentaire mondial
- > Proparco
- > Swiss Agency for Development
- > UE – Union européenne
- > UNICEF – Fonds des Nations unies pour l'enfance
- > UNOPS – Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets

- > USAID – Agence des États-Unis pour le développement international

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET ORGANISATIONS PUBLIQUES

- > ADEME – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
- > Agence de l'eau Adour-Garonne
- > Agence de l'eau Loire-Bretagne
- > Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse
- > Agence de l'eau Seine-Normandie
- > AgroParisTech
- > AIMF – Association internationale des maires francophones
- > Cirad – Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
- > Communauté d'agglomération de Bourg-en-Bresse
- > EPFL – École Polytechnique de Lausanne
- > IRAM – Institut de recherche et d'application des méthodes de développement
- > Métropole Aix-Marseille-Provence
- > Métropole Rouen Normandie
- > Montpellier Méditerranée Métropole



- > Région Centre-Val de Loire
- > Région Hauts-de-France
- > Région Île-de-France
- > SEDIF – Syndicat des eaux d’Île-de-France
- > Sénégal
- > SYCTOM – Agence métropolitaine des déchets ménagers
- > Université Bordeaux Montaigne
- > Université Gustave Eiffel
- > Ville de Cenon
- > Ville de Creil
- > Ville de Paris
- > Ville de Saint-Pierre-Lès-Elbeuf

INSTITUTIONS ET POUVOIRS PUBLICS DANS LES PAYS D’INTERVENTION

- > Canton El Chaco (Équateur)
- > CGLUA – Cités et gouvernements locaux unis d’Afrique
- > Commune de Diembering (Sénégal)
- > Département de l’agriculture (Laos)
- > Direction de la gestion et de la planification des ressources en eau (Sénégal)
- > MOWRAM – Ministère des Ressources en eau et de la Météorologie (Cambodge)
- > NCDDES – Comité national pour le développement démocratique sous-national (Cambodge)
- > OFOR – Office des forages ruraux (Sénégal)

FONDATEURS ET ENTREPRISES

- > Aqua for All
- > Bill & Melinda Gates Foundation
- > Crowe Réunion audit and consulting
- > EKOenergy
- > Fondation Abbé Pierre
- > Fondation Alstom
- > Fondation Artelia
- > Fondation Audemars Piguet
- > Fondation Avril
- > Fondation Bel
- > Fondation de France
- > Fondation Eurofins
- > Fondation GoodPlanet
- > Fondation Prince Albert II de Monaco
- > Fondation Raja-Danièle Marcovici
- > Fondation Setec
- > Fondation Suez
- > Fondation Valorem – Watt for Change
- > Groupe JAD
- > Maisons du Monde Foundation
- > Stone Family Foundation
- > The Waterloo Foundation
- > WMF – Wikimedia Foundation

ASSOCIATIONS

- > Aide et Action
- > ANRT – Association nationale de la recherche et de la technologie
- > Association AEPK

- > Autre Terre-DGD
- > CARE
- > CCFD-Terre Solidaire
- > Centre écologique Albert Schweitzer (Suisse)
- > CFSI – Comité français pour la solidarité internationale
- > Charity: Water
- > Cités Unies France
- > Clean Cooking Alliance
- > CSI – Coopération et solidarité internationale
- > Eau et Vie
- > F3E
- > FMDV – Fonds mondial pour le développement des villes
- > FONJEP – Fonds de coopération de la jeunesse et de l’éducation populaire
- > GESCOD – Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement
- > IECD – Institut européen de coopération et de développement
- > Light For the World
- > OXFAM
- > pS-Eau
- > SOS village d’enfant
- > Young Water Solutions ■

↑ Pêcheurs au large de l’île de Sainte-Marie à Madagascar, projet Tsara Kobaby.

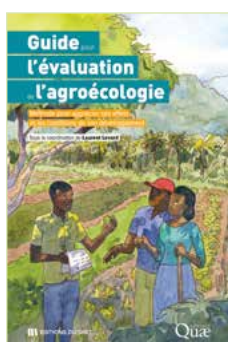
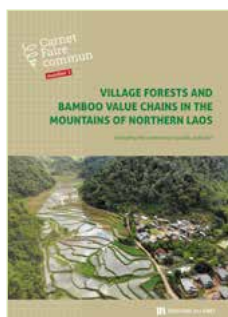
OUVRAGES

Desbleds L., Kibler J.-F. (dir.), Juillet V., Sarr N.M. (2023), *GIRE locale dans la zone des Niayes au Sénégal : faire commun autour des ressources en eau ?* Éditions du Gret, 64 p., Carnet Faire commun, n° 4.

Gilbert M. (ed.), Makita Bati F., Régeard N. (2023), *Waste management in the city of Dolisie in Congo: Commoning for a municipal service?* Éditions du Gret, 48 p., Carnet Faire commun, n° 2.

Kibler J.-F. (ed.) (2023), *Village forests and bamboo value chains in the mountains of Northern Laos*, Éditions du Gret, 48 p., Carnet Faire commun, n° 1.

Levard L. (dir.) (2023), *Guide pour l'évaluation de l'agroécologie : méthode pour apprécier ses effets et les conditions de son développement*, Éditions du Gret/Éditions Quæ, 323 p.



ARTICLES DANS DES REVUES SCIENTIFIQUES AVEC COMITÉ DE LECTURE

Allaverdian C., Fauveaud G., Tulumello S. (2023), « Violence and production of space » [“Violence and the production of space”], *Justice spatiale / Spatial Justice*, n° 18.

Enten F. (2023), “Famines and ‘poor numbers’: How IPC data is communicated through the media to trigger emergency responses”, *Journal of Humanitarian Affairs*, Vol. 5, No. 1, 37-51.

Ngoutane R.M., Murray-Kolb L.E., Zoma R., Ouédraogo C.T., van Zutphen K.G., Bruning R., Razakandrainy A., Ransom E., Dalmiya N., Kraemer K., Kodish S.R. (2023), “A comparative analysis of maternal nutrition decision-making autonomy during pregnancy. An application of the food choice process model in Burkina Faso and Madagascar”, *Food and Nutrition Bulletin*. 2024 March, 45(1): 47-56, Epub 2023 December 20.

AUTRES ARTICLES

Levard L. (2023), “Impact of CAP Beyond the UE — A closer look on soya imports and milk product imports”, *ARC 2020 - Heinrich Böll Stiftung*, October 17, 2023.

Levard L. (2023), « Toute nouvelle mesure de régulation des marchés est interdite », propos recueillis par Sophie Chapelle, *Campagnes solidaires*, n° 390, p. III.

CHAPITRES D’OUVRAGES COLLECTIFS

Colin J.-P. et Rangé C. (2023), « La dimension intrafamiliale de la question foncière », in Colin J.-P., Lavigne Delville P., Léonard E. (dir.), *Le foncier rural dans les pays du Sud : enjeux et clés d'analyse*, IRD éditions/Éditions Quæ, p. 75-157.

Magrin G., Rangé C., Koumbraït Mbagogo A., Mahamadou A., Lemoalle J., Raimond C. (2023), “Research, expert assessment and development: the difficult dialogue between social sciences and public policies around lake Chad”, in Peyroux E., Raimond C., Viel V., Lavie E. (dir.), *Development and territorial restructuring in an era of global change: Theories, approaches and future research perspectives*, ISTE/Wiley, p. 261-278.

Rangé C., Burger P., Salles J.-M. (2023), « Comment les institutions économiques et foncières peuvent-elles favoriser la désertification ? », in Bonnet B., Chotte J.-L., Hiernaux P., Ickowicz A., Loireau M. (dir.), *Désertification et changement climatique, un même combat ?*, Éditions Quæ, p. 36-40.

Régeard N., Pierrat A., Marchadour F., Bromblet H. (2023), « Enraciner la circularité entre valorisation des biodéchets et agricultures urbaines en Afrique subsaharienne : réflexion collective autour d'actions concrètes », in Aubry C., Margetic C. (dir.), *Agricultures urbaines en Afrique subsaharienne francophone et à Madagascar*, Presses universitaires du Midi, p. 275-288, Ruralités Nord-Sud.

ÉTUDES ET EXPERTISES

Belchi P., Barry S. (dir.), Seng P., Vialade C., Dejece D., Min S., Meang S., Renaud P., Touch S., Brun J.-M. (2023), *Organisations dans les filières et gestion de la qualité*, les éditions du Groupe initiatives, 35 p., Traverses, n° 53.

Jacquemot P. (2023), *Le pastoralisme en Afrique : un mode d'existence en péril ?*, Éditions Fondation Jean-Jaurès, 37 p., Étude.

Jacquemot P. (2023), *Le pastoralisme en péril en Afrique*, Policy Center for the New South, 45 p., Policy Brief, P-02-23.

Lagrandré D., Carimtrand A., Mariani M., Pick B. (2023), *Quinze années de soutien de l'AFD aux indications géographiques. Quelle contribution au développement durable ? Quelles pistes d'amélioration ?* AFD éditions, 20 p., ExPost Synthèse, n° 94.



Lashermes N., Rangé C., Coulibaly A., Diara J., Dodebzanga S.E., Dogo H.I., Kabore D., Koita A., Kountche A.I., Noubayamal E., Ouedraogo A., Ouedraogo S.D.L., Sedogo D. (2023), *Déplacements internes au Sahel : quels leviers pour l'action? Burkina Faso, Mali, Niger* (2023), Gret, 96 p.

Levard L. (2023), *Les politiques commerciales et l'agriculture dans les pays du Sud*, Gret, 89 p.

NOTES DE SYNTHÈSE

Bacos F. (2023), *Les « soft skills », un atout pour favoriser l'insertion intégrale des jeunes?* Gret, 8 p., Note de synthèse CP Jade, n° 2.

Benkahla A. (2023), *Le conseil agricole sensible à la nutrition*, Gret, 8 p., Note de synthèse Asanao, n° 11.

Benkahla A., Renault S. (2023), *La communication pour le changement social et comportemental*, Gret, 8 p., Note de synthèse Asanao, n° 10.

Camara L. II, Trouvadis A. (2023), *Créer des synergies d'acteurs pour la transition vers des systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition en Guinée*, Gret, 8 p., Note de synthèse Asanao, n° 9.

Le Jeune S. (2023), *An agroecological Laos by 2040*, ASSET project, 4 p., Position Paper.

Le Jeune S. (2023), *Theory of change workshops under ASSET project*, ASSET project, 4 p., Synthesis note.

Mansion A., Venot J.-P., Ravaux C. (2023), *Enjeux et défis de la gestion du foncier irrigué en Afrique de l'Ouest, au Maghreb et en Asie du Sud-Est*, Comité technique « Foncier & développement », COSTEA, 11 p., Note de synthèse, n° 37.

SÉMINAIRES, TABLES RONDES ET ATELIERS

Organisation de séminaires

Bretou-Klein J., Curioni M., Ferrer M., Hubert A., Leroy M., Quelin G., Ragot A.-C., Trainar N., Vancrayenest L., organisation de la journée associative de Coordination Sud « Les ONG face au climat », Paris, 30 novembre 2023.

Demante M.-J., Rangé C., Enten F., Lancelot A., organisation de la journée d'étude du Groupe initiatives « Renouveau et prolongement du champ du développement en zones de crises : quels positionnements, quels modes opératoires, quels partenariats ? », 17 janvier 2023.

Ferrer M., Trainar T., organisation de la journée d'étude du Groupe initiatives sur la responsabilité climatique des organisations (RCO), Nogent-sur-Marne, 23 septembre 2023.

Ferrer M., Quelin G., Trainar T., organisation de l'atelier « Maladaptation et projets de développement » pour le Geres et le Gret dans le cadre de la commission Climat et développement de Coordination Sud, Nogent-sur-Marne, 15 novembre 2023.

Le Corre M., Haudecoeur C., Frenoux C., organisation des ContrEauverses « Du mini-réseau à l'eau en bouteille : universalisation ou privatisation de l'approvisionnement en eau dans le monde en développement ? » pour l'AFD et le Gret, Cité du développement durable, Nogent-sur-Marne, 7-8 septembre 2023.

Rangé C., Requier M., organisation du séminaire « La neutralité en matière de dégradation des terres au Sahel au prisme de la question foncière : regards critiques sur quelques approches et instruments » pour le CSFD, le CTFD et le Pôle Foncier, 11 septembre 2023.

Reynaud L., Enten F., organisation du webinaire « Strengthening actor networks to support changes: What needs of the ALISEA Network do we address? », 9 mai 2023.

Seck S., Touré O., Ouedraogo P.-A., Benkahla A., Mansion A., organisation d'un séminaire régional sur la gestion foncière locale, Saint-Louis (Sénégal), Comité technique « Foncier & développement », AFD, MEAE, mars 2023.

Communications

Allavardian C., Agriculture de subsistance ou de résistance? Le cas de communautés Chin du township de Hakha, dans l'État du Chin en Birmanie, communication orale, 2023 CCSEAS/CCEASE Conférence, Laval, Québec, 12-14 octobre 2023.

Allavardian C., Land allocations as bottom-up and top-down processes, communication orale, 15th International Burma Studies Conference 2023, University of Zurich, 9-11 juin 2023.

Allavardian C., Looking back and forward at collaborative research in Myanmar, communication orale, RGS-IBG Annual International Conference, Society and Imperial College London, 29 août-1^{er} septembre 2023.

Allavardian C., «Squatting» and land allocation: a historical perspective on the question through a case study in Myanmar, communication écrite aux Doctoriales du Pôle foncier Montpellier, 23-25 mai 2023.

Allavardian C., The different struggles for "land" justice in Myanmar and their spatial implications, communication orale, 2023 AAG (American Association of Geographers) Annual Meeting, 23-27 mars 2023.

Allavardian C., «Vacant, fallow and virgin» lands at the edge of the Myanmar State, communication écrite, Governance at the Edge of the State Summer school: "Epistemes and Materialities of Extractive Capitalism", University of Copenhagen, 21-23 août 2023.

Aouehougon O., Bertaud A., Les TIC avec AlloLaafia, webinaire Asanao n° 10 sur la communication pour le changement social et comportemental, mars 2023.

Broutin C., communication lors du panel « Le rôle des femmes dans la transition des systèmes alimentaires » du séminaire international « Terres nourricières » organisé par le CFSI, Paris, 27-28 septembre 2023.



Desbleds L., Commons based approach: how an NGO can work on a commons perspective?, communication orale, XIX Biennial IASC Conference “The Commons We Want: Between Historical Legacies and Future Collective Actions”, université de Nairobi, Kenya, 21 juin 2023.

Desbleds L., Durand E., Baron C., Comment les Communs permettent-ils de penser l’articulation ressources/services : un projet de recherche-action dans les Niayes au Sénégal, communication orale à la journée d’étude organisée par pS-Eau et Sciences Po Toulouse, « Comment gérer les services d’eau potable et d’assainissement tout en préservant les ressources ? », Toulouse, 31 janvier 2023.

Desbleds L., Ngor Sarr M., Retour d’expérience d’une dynamique locale autour de la préservation des ressources en eau dans les Niayes à l’aune des enjeux socio-environnementaux des trames vertes et bleues, communication orale au Colloque international de géographie de l’UCAD « Trames vertes et trames bleues : enjeux économiques, sociopolitiques, environnementaux et dynamiques d’acteurs », université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal, 13-14 décembre 2023.

Durand E., Ngor Sarr M., Desbleds L., Baron C., Enjeux et effets des processus de co-production de connaissances entre le Gret, le Lereps et les acteurs locaux : illustration à travers le « Programme Communs » au Sénégal, communication orale au séminaire « Les Afriques au pluriel » : « Approches collaboratives et co-production des connaissances : questionner les partenariats recherche – société civile », Sciences Po Toulouse, 4 octobre 2023.

Kibler J., Gilbert M., L’approche par les communs : une carte mentale pour changer nos lectures et nos pratiques, communication orale à la journée d’étude organisée par pS-Eau et Sciences Po Toulouse, « Comment gérer les services d’eau potable et d’assainissement tout en préservant les ressources ? », Toulouse, 31 janvier 2023.

Laiharinirina J., Le conseil à l’exploitation familiale à Madagascar, webinaire Asanao n° 11 sur le conseil agricole sensible à la nutrition, mai 2023.

Lalyre F., Le conseil à l’exploitation familiale au Sénégal, webinaire Asanao n° 11 sur le conseil agricole sensible à la nutrition, mai 2023.

Levard L., Les prix agricoles et la crise de l’agriculture, colloque « L’agriculture connaît-elle la crise ? », université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 16 mars 2023.

Levard L., présentation du *Guide pour l’évaluation de l’agro-écologie*, atelier-bilan AVACLIM « Quelles évaluations de l’agro-écologie », Montpellier, 12 janvier 2023.

Meida S.M., L’expérience des champs écoles paysans en Mauritanie, webinaire Asanao n° 11 sur le conseil agricole sensible à la nutrition, mai 2023.

Rakotonirina A., Analyse du cadre institutionnel des paiements pour services environnementaux appliqués à la préservation des bassins versants des sites hydroélectriques à Madagascar, colloque scientifique de l’École doctorale « Gestion des ressources naturelles et développement », université d’Antananarivo, 28-30 novembre 2023.

Régeard N., Joxe S., Quand les agriculteur·rices et les sols sont au cœur du recyclage des déchets organiques : regards croisés sur la « bioéconomie circulaire » au Congo et en France, session « Économie circulaire et bioéconomie », XII^e Congrès de l’AFEP (Association française d’économie politique), 2023 — Paris Cité « Crises et inégalités : comment habiter le monde de demain ? », Paris, 4-7 juillet 2023.



↑ Travail entre pairs lors de l’atelier « Maladaptation et projets de développement », 15 novembre 2023.

Régeard N., Pierrat A., Valorisation des déchets organiques et agricultures urbaines : une « bioéconomie circulaire » comme levier de transition ? Étude de cas au Congo Brazzaville : flux, acteur·rices et pratiques, colloque « Mondialisation et transitions aux Suds : agriculture, alimentation, environnement », Paris, 29 novembre 2023.

Renault S., La communication sociale dans la stratégie de l’équipe nutrition-santé du Gret, webinaire Asanao n° 10 sur la communication pour le changement social et comportemental, mars 2023.

Renault S., Razakandrainy A., Transmettre les messages par le jeu et des activités ludiques : le cas des Nutricartes® au Niger et des outils pédagogiques développés dans les écoles à Madagascar, webinaire Asanao n° 10 sur la communication pour le changement social et comportemental, mars 2023.

Reynaud L., Blanchard M., Lienhard P., “Lessons learnt from the Agroecology and Safe Food System Transitions (ASSET) project in South East Asia”, DeSIRA-LIFT Webinar Setting up and managing multistakeholder innovation facilities in project mode: bias, pitfalls and opportunities, 13 avril 2023.

Soulama D.M., Razakandrainy A., Capter l’attention des cibles par des activités attractives : le cas des ciné-débats au Burkina Faso et des concours de cuisine (*tsikonina*) à Madagascar, webinaire Asanao n° 10 sur la communication pour le changement social et comportemental, mars 2023.

Participation à des tables rondes, animation d'ateliers

Benkahlia A., animation de l'atelier sur les cantines scolaires visant à partager les expériences du Sénégal et du Bénin, séminaire international « Terres nourricières » organisé par le CFSI, Paris, 27-28 septembre 2023.

Broutin C., animation de l'atelier « Filières de transformation équitables françaises et ouest-africaines - Regards croisés des acteurs de la filière avec l'ambition de mettre en avant des projets qui fonctionnent et les avancées du travail de plaidoyer », séminaire international « Terres nourricières » organisé par le CFSI, Paris, 27-28 septembre 2023.

David F., intervention à une table ronde « Le risque hydrologique, causes et effets sur les activités humaines », dans le cadre de l'Euro-Africa Montpellier Water Days, 9-10 octobre 2024.

Diallo H., Une approche GIRE territoriale pour s'adapter au changement climatique : un retour d'expérience du projet Girel dans les Niayes, dans le cadre de la table ronde « Maladaptation et projets de développement » organisée par la commission Climat et développement de Coordination Sud, 15 novembre 2023.

Diallo H., Pour une gestion intégrée de la ressource en eau dans la région des Niayes au Sénégal, dans le cadre du webinaire « Sécheresses » organisé par le CARI dans le cadre du groupe de travail Désertification et de la commission Climat et développement de Coordination Sud, 19 juin 2023.

Durand E., Ahiafor F., intervention à une table ronde « GIRE : quels modes de gouvernance pour assurer la protection des ressources en eau et leur partage équitable ? » dans le cadre du Forum de l'eau et de l'environnement du Mono, Aného (Togo), 6 décembre 2023.

Enten F., intervention à la table ronde « Sécurité alimentaire en Afrique », Festival Histoire et Cité « Nourrir le monde », université de Genève, 30 mars 2023.

Ferrer M., Quelin G., Trainar N., intervention au webinaire « Les ONG face au climat, où en sommes-nous ? » dans le cadre de la commission Climat et développement de Coordination Sud, le 7 septembre 2023.

Gilbert M., Cousin A., intervention à la rencontre « Réinventer nos communs pour amplifier la transition écologique » de la Fondation de France, 11 et 12 juillet 2023.

Lagandré D., participation à la conférence « (En)quête d'évaluation : 15 années de soutien de l'AFD aux indications géographiques. Quels enseignements pour une meilleure contribution des projets au développement durable ? » organisée par l'AFD et le FFEM, 7 février 2023.

Moreau E., participation à la conversation ouverte « Coopération et transversalité : repenser les pratiques pour développer les services essentiels » du Forum Eau, déchets et énergie : renforcer l'accès aux services essentiels pour un développement durable organisé par les réseaux régionaux multi-acteurs Centraider et Pays de la Loire Coopération internationale, Angers, 28 février 2023.

Quelin G., intervention à la table ronde « Enjeux sociétaux et environnementaux associés au Programme de recherche FairCarboN » dans le cadre du séminaire de démarrage du PEPR FairCarbon, Valpré, 9-11 octobre 2023.

Quelin G., intervention à la table ronde « Politiques environnementales et ONG » dans le cadre du salon Soliway, Annemasse, 17 novembre 2023.

Rakotomalala C., participation à la conférence « L'Afrique nourrit les Africains » organisée par l'AFD, le Cirad, la Cedeao et le Roppa, Salon international de l'agriculture, Paris, 27 février 2023.

Rangé C., participation à la table ronde « Regards croisés sur l'ouvrage » lors de la journée de présentation de l'ouvrage *Foncier rural dans les pays du Sud : enjeux et clés d'analyses* (Colin J.-Ph., Lavigne Delville Ph., Léonard É. (dir.), IRD éditions/Éditions Quæ), Pôle foncier/MSH Sud, 19 janvier 2023.

Régeard N., intervention à la table ronde « Agricultures urbaines à l'international : quels enseignements tirer du croisement des thématiques Nord-Sud ? », anniversaire de la chaire Agricultures urbaines : 5 ans d'accompagnement des agricultures urbaines au service de la résilience des villes, AgroParisTech, Paris, 4 octobre 2023.

Renault S., intervention à une table ronde « Les maladies non transmissibles, fléau de nos systèmes alimentaires » organisée par le CFSI, Paris, 28 septembre 2023.

SYNTHÈSES DE JOURNÉES D'ÉTUDE

Demante M.-J., **Rangé C., Enten F., Lancelot A.** (dir.) (2023), *Renouvellement et prolongement du champ du développement en zones de crises : quels positionnements, quels modes opératoires, quels partenariats ?* Les éditions du Groupe initiatives, 19 p., Traverses, n° 51.

Ferrer M., Trainar T. (dir.) (2023), *La responsabilité climatique des organisations*, Les éditions du Groupe initiatives, 39 p., Traverses, n° 52.



MULTIMÉDIAS

- **Desbleds L., Diallo H.**, interviewés par Bazin L. (2023), « L'eau : une expérience de la gestion "en commun" des ressources en eau au Sénégal », podcast *Agir en commun*, créé par le Gret et produit par Force For Good.
- **Lecourt S.** (2023), MOOC *La fabrique urbaine collective : idées et outils pour co-produire les villes africaines* www.plateforme African Cities Lab.
- **Mathevon B., Ronald Moro J.**, interviewés par Bazin L. (2023), « La biodiversité : la création d'une aire protégée en commun sur l'île de Sainte-Marie », podcast *Agir en commun*, créé par le Gret et produit par Force For Good.
- **Renault S.**, interviewée pour le podcast « Diabète et obésité : comment lutter contre ces maladies ? », podcast *L'espoir au-delà des crises : solutions ouest-africaines pour des systèmes alimentaires durables*, créé par le CFSI en partenariat avec la Fondation de France, 2023.
- **Renault S., Jablonski-Sideris O.** (2023), *Au cœur de la lutte contre la malnutrition dans les villes du Sahel*, webdocumentaire pour le projet Meriem, conçu et réalisé par G. Priour, Photophonie.



FORMATIONS ET INTERVENTIONS ACADÉMIQUES

Allaverdian C., Les agricultures d'Asie du Sud-Est, cours dans le cadre d'un module de master Worldwide agricultures, Bordeaux Sciences Agro, 2 h 30.

Biacabe S., Renault S., Le Gret, un acteur de terrain dans les champs de la santé, de la nutrition et de la protection sociale, étudiants ingénieurs alimentation santé en 5^e année, parcours éducation, prévention à la santé, École UniLassalle de Beauvais, 4 décembre 2023, 3 h.

Broutin C., Comptabilité, analyse économique de petites activités, licence professionnelle Chargé-e de projet de solidarité internationale et développement durable, université Bordeaux Montaigne, 15 h.

Broutin C., Traitement de données d'enquêtes, licence professionnelle Chargé-e de projet de solidarité internationale et développement durable, université Bordeaux Montaigne, 3 h.

David F., Le Corre M., Accès aux services essentiels et responsabilité sociétale, mastère spécialisé Eau pour tous, AgroParisTech, 7 h.

Desbleds L., L'approche par les communs dans le secteur de l'eau, quel renouvellement pour l'aide publique au développement ?, M2 Développement et solidarité internationale, Sciences Po Toulouse, 2 h.

Durand E., À la recherche d'une approche intégrée de la gestion de l'eau : partage d'une expérience en cours au Sénégal, École de printemps de l'Inalco : l'eau, une ressource sous haute tension ? Paris, mai 2023, 2 h.

Enten F., Crises et vulnérabilité alimentaires, M1 Étude du développement, parcours Crises : intervention d'urgence et actions de développement, IEDES, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 15 h.

Ferrer M., Quelin G., La transition écologique - Réduire ses impacts négatifs et s'adapter aux changements climatiques, formation à destination des opérateurs d'appui du Forim, ICMPD/Forim, 12 h.

Lashermes N., Cousin A., "Dealing with poverty", dans le cadre du M2 Governing the Large Metropolis, École urbaine de Sciences Po Paris, 12 h.

Le Corre M., L'hydraulique villageoise, quelques notions, M2 SGE-SAGE, cours Eau et assainissement dans les pays en développement, École nationale des ponts et chaussées, 1,5 h.

Le Jeune T., Améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays aux Suds, Gestion et ingénierie de l'environnement, AgroParisTech, 3 h.

Levard L., Économie des ménages agricoles, M1 Développement agricole et politiques économiques, IEDES, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 24 h.

Levard L., Politiques publiques et régulations internationales, M2, option Développement agricole et rural pour le Sud, parcours Marchés, organisation, qualité, services dans les agricultures du Sud, IRC, SupAgro Montpellier, 11 h.

Levard L., Allaverdian C., Stratégies et politiques de développement agricole dans les pays en développement - Politiques et accords commerciaux concernant l'agriculture, M2 Développement agricole durable : la sécurité alimentaire pour le développement, université Paris-Saclay, 30 h.

Levard L. (dir.), Allaverdian C., Agriculture et relations internationales, M1 Développement agricole et politiques économiques, IEDES, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 24 h.

Mansion A., Enjeux fonciers dans les pays du Sud, M2 Gestion territoriale du développement durable, université Bordeaux Montaigne, UFR Sciences des territoires et de la communication, 8 h.

Marchadour F., formation à distance Gestion et valorisation des déchets dans les villes du Sud (3 modules), et suivi de projet tutoré Déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E), M2 Gestion des territoires et développement local, parcours Transition écologique, déchets et économie circulaire en Afrique, Le Mans Université, 23,5 h.

Quelin G., Rachmuhl V., Thibault D., intervention dans le cadre du séminaire de formation « Villes en devenir », Sciences Po Rennes, 13 janvier 2023.

Rangé C., Au Sahel, l'aide au développement dans l'impasse : comment la recherche peut-elle contribuer à repenser l'action ?, M2 Pays en développement, 2 h.

Rangé C., « Crises » et « développement » : des catégories globales d'intervention aux processus de territorialisation. Crises naturelles et conflits violents, M2 Pays en développement, université Paris 1, 2 h.

Rangé C., Les trajectoires des politiques du foncier pastoral en Afrique de l'Ouest. La difficile intégration de la mobilité, M2 Pays en développement, université Paris 1, 2 h.

Régeard N., Agricultures urbaines et bioéconomie circulaire en République du Congo, M2, Urbanisme et villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, 3 h.

Régeard N., encadrement projet tutoré Mémento déchets économie circulaire, M2 Gestion des territoires et développement local, parcours Transition écologique, déchets et économie circulaire en Afrique et Politiques territoriales de développement durable, Le Mans Université, Gret, 10 h.

Régeard N., formation à distance Bioéconomie circulaire, M2 Gestion des territoires et développement local, parcours Transition écologique, déchets et économie circulaire en Afrique, Le Mans Université, 8 h.

Régeard N., Géographie des déchets : ce qu'apporte la rudologie aux projets déchets, M2, Management et ingénierie des déchets - économie circulaire, Le Mans Université, 5 h.

Santi M., Sinaré L., Blocs sanitaires et toilettes communautaires, Montage de projet, Suivi-évaluation, mastère spécialisé international en assainissement non collectif, Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (Institut 2iE), Ouagadougou, 69 h.

Thibault D., Être responsable de projet, La fonction de chef-fe de projet, 5^e année ingénieur en agro-développement, Istom, Angers, 4 h.

Thibault D., Être responsable de projet, La gestion des RH, 5^e année ingénieur en agro-développement, Istom, Angers, 6 h.

Thibault D., Les acteurs de la solidarité internationale, 5^e année ingénieur en agro-développement, Istom, Angers, 2 h.

Thibault D., Gestion d'un projet, Être responsable de projet, La fonction de chef-fe de projet, M2 ESS APDD, Faculté des sciences économiques, Rennes 2, 6 h.

Thibault D., Gestion d'un projet, Être responsable de projet, La gestion des RH, M2 ESS APDD, Faculté des sciences économiques, Rennes 2, 6 h. ■

LISTE DES SIGLES

ACL

African Cities Lab

AFD

Agence française de développement

AVSF

Agronomes et vétérinaires sans frontières

CAFI

Central African Forest Initiative

CELAC

Communauté des États latino-américains et des Caraïbes

CFP

Centre de formation professionnelle

CFSI

Comité français pour la solidarité internationale

CGLU

Afrique Cité et gouvernements locaux unis d'Afrique

CIRAD

Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement

CODATU

Coopération pour le développement et l'amélioration des transports urbains et périurbains

FAO

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

GIRE

Gestion intégrée des ressources en eau

GTAE

Groupe de travail pour les transitions agroécologiques

IASC

International Association for the Study of Commons

IG

Indication géographique

IRAM

Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement

IRD

Institut de recherche pour le développement

MGE

Maison guinéenne de l'entrepreneur

NSSF

National Social Security Fund (Cambodge)

OFB

Office français de la biodiversité

OMS

Organisation mondiale de la santé

ONN

Office national de nutrition (Madagascar)

PAM

Programme alimentaire mondial

PCCADISM

Plateforme de concertation et d'appui au développement durable de Sainte-Marie (Madagascar)

SNDI

Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (France)

TPME

Très petites et moyennes entreprises

UE

Union européenne

UMR

Unité mixte de recherche

UNICEF

Fonds des Nations unies pour l'enfance

LES ACTIONS DU GRET
S'INSCRIVENT DANS LE CADRE DES

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE





↑ Plantation de thé au Laos,
projet Thé du Mékong.
© Modlao

GRET

POUR TOUT COMPLÉMENT D'INFORMATION :
gret.org — gret@gret.org

LE GRET EST MEMBRE DE COORDINATION SUD,
DE LA CITÉ DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DU GROUPE INITIATIVES.

